l'esprit du socialisme

JEAN JAURES



# SOCIALISME ET LIBERTE



parti socialiste-formation

4 F

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Coll. Fondation Jean-Jaurès

# AVANT-PROPOS

Au lendemain du congrès de Pau, nous lancions le thème de *l'identité du P.S.* comme base de la formation de ses militants. Pendant deux ans cette formule, si vite devenue familière, fut appliquée surtout aux trois axes fondamentaux que sont l'Union de la gauche, le Front de classe, l'autogestion.

Il s'agissait, comme le fit le dossier-formation n° 2, de mettre à la portée de tous des notions complexes et récemment entrées dans notre corps de doctrine.

Il faut à présent faire un pas de plus et *enraciner notre identité* dans le patrimoine du mouvement socialiste depuis un siècle. Nous nous apercevrons à cette occasion que les problèmes que nous nous posons sont, quant au fond, loin d'être nouveaux : les alliances et la stratégie, le fonctionnement du parti, la prise du pouvoir et la transition au socialisme, autant de questions qui ont déjà été débattues par Karl Marx, Jean Jaurès, Léon Blum, pour ne parler que des plus grands et des plus proches. Il valait la peine d'aller y voir de plus près et, ce faisant, de procéder à une sorte d'appropriation de notre héritage en référence à l'actualité.

Tel est le but de cette collection qui se compose de textes exprimant « l'esprit du socialisme » (1) dans ce qu'il a de meilleur et de permanent.

Gérard DELFAU
Délégué général à la formation

(1) Selon le titre du remarquable recueil de textes de Jean Jaurès publié par Jean Rabaut aux Editions Denoël-Gonthier (col. Médiations).

Coll. Fondation Jean-Jaurès

# *UN TEXTE ACTUEL*

*C'est une spécialité bourgeoise que de faire parler les morts. Les nôtres n'y ont point échappé.*

*Nul ne fut, de son vivant, plus calomnié, vilipendé, insulté, promis par la presse conservatrice aux pires châtiments, que Jean Jaurès. C'est cette presse qui, moralement, arma le pistolet que brandissait Villain, le 31 juillet 1914. C'est elle qui, cinq ans plus tard, obtint l'acquittement du même Villain et la condamnation de madame Louise Jaurès à payer les dépens du procès qu'elle avait intenté, comme partie civile, à l'assassin de son mari.*

*Pourtant, déjà, une énorme falsification s'avançait. Villain fut acquitté sous le prétexte que, excellent patriote, il avait eu la malheureuse idée de tuer un autre excellent patriote que, par une tragique méprise, il avait pris pour un traître. Un pénible malentendu en quelque sorte. Du socialiste intransigeant, de l'internationaliste infatigable, du militant lucide et courageux, au marxisme pénétré d'humanisme qu'avait été Jaurès, toute une mythologie allait dresser un étrange portrait : celui d'une espèce de conciliateur débonnaire, pataugeant dans l'humanisme vague et le pacifisme bêlant, attentif certes au malheur des « humbles », mais*



Coll. Fondation Jean Jaurès

*soucieux de ne faire de tort à personne et surtout pas aux possédants — un bien curieux prophète psalmodiant de façon nouvelle « la vieille chanson qui berçait la misère humaine » (1).*

## *Une mystification*

*En republiant aujourd'hui « Socialisme et liberté », le Secrétariat à la Formation du Parti socialiste entend d'abord montrer l'énormité de la mystification. Aux citoyens de ce pays, il entend montrer que le P.S. demeure plus que jamais fidèle au plus prestigieux de ses fondateurs.*

*Nous vivons dans un monde étrange. Il fut un temps où, dans les débats internes du mouvement ouvrier, la réaction se gardait bien d'intervenir. Ces querelles, aussi bien, n'étaient point les siennes. Aujourd'hui, les idées socialistes ont fait un tel progrès qu'elle estime au contraire devoir prendre parti. C'est un signe des temps. Et c'est ainsi qu'on a eu la stupeur de voir M. Chirac, qu'on ne savait décidément pas si attaché au socialisme, nous accuser de renier les enseignements de Jean Jaurès et de Léon Blum. Touchante sollicitude, mais mieux vaut aller y voir de plus près.*

*« Socialisme et Liberté », bien sûr, n'est pas toute l'œuvre de Jaurès. Cet important article, publié en 1898 dans la très conservatrice « Revue de Paris » — ce qui en explique le ton (2) — n'est qu'une goutte d'eau dans une production considérable (3). Pourtant, tel quel, ce texte nous fournit une syn-*

---

(1) Selon la belle définition que Jaurès donnait de la religion .

(2) L'article de Jaurès a été publié dans la « Revue de Paris » du 1er décembre 1898. Cette dernière était une publication bimensuelle fondée en 1894, et fort bourgeoise, d'où les précautions oratoires de la première partie du texte, qui pourraient à la limite faire passer Jaurès pour un naïf prêt à croire que la bourgeoisie se laisserait volontiers convertir par la seule force des idées.

(3) Il n'existe pas d'édition à peu près complète des œuvres de Jaurès. Celle publiée par Max Bonnafous avant guerre ne compte que neuf volu-

*thèse de la pensée jauressienne en un temps où elle est pour l'essentiel constituée. A cette date, la philosophie de l'ex (et futur) député de Carmaux (4) est fixée dans ses grands axes. Elle connaîtra encore, cependant, d'importantes variations secondaires. Surtout, l'horizon de Jean Jaurès ira, les années suivantes, en s'élargissant. D'abord socialiste internationaliste, il finira par intégrer la dimension impérialiste de l'évolution planétaire.*

## *Jaurès et Marx*

*Jaurès marxiste, Jaurès non marxiste? En vérité, Jaurès n'est pas plus marxiste que ne l'était Marx lui-même en voyant ce que faisaient de ses thèses des vulgarisateurs bien intentionnés, mais pressés, du genre de Guesde. Pour Jaurès, comme pour beaucoup de socialistes d'hier et d'aujourd'hui, Marx fournit un merveilleux instrument d'analyse des contradictions de la société capitaliste et d'approche des mesures propres à mettre fin à ces contradictions. En quelques lignes ici, Jaurès expose les principes marxistes qu'il ne reniera jamais : d'abord que les rapports sociaux de production déterminent en dernière instance la conscience des agents historiques ; ensuite que la loi fondamentale du capitalisme est celle de la valeur-travail. A partir de là, Jaurès est en recherche. A la différence de la quasi totalité des « marxistes » français purs et durs de son temps, il a lu Marx — ou plutôt ce qui en est publié (5). Il a lu aussi les philosophes*

---

mes et est restée inachevée. Si elle est, en matière de politique étrangère, terminée sinon exhaustive (5 volumes sur 9), elle ne comporte que deux volumes d'« études socialistes » (1888-1897 et 1897-1901). Après, il faut glaner çà et là. Madeleine Rebérioux dirige la préparation d'une édition en 17 volumes... qui est impatiemment attendue.

(4) Voir biographie de Jaurès à la fin de ce volume. Jaurès a perdu son siège aux élections de 1898 au profit du marquis de Solages. C'est la rançon de son dreyfusisme.

(5) C'est-à-dire peu de chose. Outre les publications de circonstance (« le 18 brumaire de Louis Napoléon » : « les luttes de classes en France » ;

*dont le jeune Marx s'était pénétré, Hegel notamment. Il ne se veut pas, comme Kautsky, le grand-prêtre d'une orthodoxie. Toute évolution l'interroge et, plutôt que de penser les réalités nouvelles par analogie avec les analyses de Marx et d'Engels, il utilise le marxisme comme une méthode pour l'action, ce qui l'amène à porter sur l'œuvre circonstancielle des « pères fondateurs » un regard d'une grande lucidité et donc dépourvu d'aménité (6). Il s'ensuit un rapport passablement conflictuel, complexe, mouvant, toujours en recherche, à ce qu'on entend communément par marxisme.*

*Et cela d'autant plus que Jaurès, fondamentalement, n'est rien moins qu'un matérialiste vulgaire. Philosophiquement il est, depuis sa thèse (1892), un idéaliste. Certes, au contact du monde du travail, sa philosophie évolue avec le temps, mais il ne pense pas du tout que les idées dépendent automatiquement de la situation sociale des classes et des individus. Le mouvement des idées a pour lui son autonomie. La recherche du bien et de la justice ont conduit les réflexions des Fourier, des Babeuf et des Saint-Simon dont il ne renie nullement l'héritage. Sans doute parce que sa démarche a été parallèle à celle des « utopiques » et qu'il est sur lui-même d'une extrême lucidité, Jaurès pressent que Marx n'a élaboré ses thèses qu'en cherchant un fondement matérialiste à des conclusions qu'il avait d'abord plus que largement esquissées au terme d'une réflexion à base métaphysique. On est frappé, à cet égard, par la similitude entre la partie centrale de « socialisme et liberté » et plus d'un passage des « manuscrits de 1844 » qu'en 1901 Jaurès ne pouvait pas connaî-*

---

« la guerre civile ») et le « Manifeste », il connaît la « Critique de la philosophie du Droit de Hegel », la « Contribution à la critique de l'économie politique » et les trois livres du « Capital » publiés par Marx (en 1867-73) et par Engels (en 1885 et en 1893). Des « théories sur la plus-value, livre IV du Capital », il n'a pas la moindre idée (Kautsky ne les publiera, révisées, qu'en 1905). Des « Grundrisse » et des « manuscrits de 1844 » il ne connaît même pas l'existence.

(6) Cf. notamment sa préface « Question de méthode », en forme de lettre à Charles Péguy, écrite en novembre 1901 et publiée en tête des « études socialistes » publiées par les « Cahiers de la quinzaine ».

*tre (7). D'où cette espèce de syncrétisme qui caractérise la pensée jauressienne, cette volonté de synthèse qui est la marque dominante, aujourd'hui encore, du mouvement socialiste français. Eclectisme, ont dit et diront les amateurs de théories bien fignolées, bien huilées, bien proprettes — tel Kautsky, dans une large mesure — ou encore les fabriquants de dogmes « infaillibles » — tels les sophistes industrieux aux ordres de Staline qui, à la fin des années 20, parvinrent à ossifier jusqu'au grotesque la lecture pénétrante, mais excessivement unilatérale du marxisme qu'avait faite Lénine. Rien de tout cela chez Jaurès, qui cherche avec modestie et non sans hésitation, à penser la réalité pour la transformer en effet, et non point en paroles.*

## *Le risque bureaucratique*

*Il était courant, au tout début du XX^e siècle, dans le mouvement socialiste international, de considérer que l'administration des postes était le prototype de la future organisation économique socialiste. De fait, avec sa légendaire ponctualité, son organisation presque parfaitement rationnelle, son monopole qui la mettait à l'abri de la concurrence, la poste pouvait passer pour un modèle. C'est un des mérites de Jaurès d'avoir vu, avant bien d'autres, que cette espèce d'idéologie quasi administrative portait en elle-même toute une série de déviations bureaucratiques. C'est pourquoi, dans « Socialisme et liberté », comme dans bien d'autres passages de son œuvre, il insiste sur la gestion ouvrière qui doit caractériser les entreprises « collectivisées ». La filiation entre sa pensée et le projet autogestionnaire est ici évidente ; mais Jaurès, il faut le reconnaître, avait un mérite que nous n'avons pas : c'est par la seule puissance de l'analyse qu'il*

(7) Bernstein n'en publia des fragments qu'en 1905. Leur première édition complète date de 1932. Elle a été publiée à Moscou.

*était parvenu à mesurer le risque bureaucratique encouru par une entreprise socialiste et à proposer les mesures propres à le conjurer. Nous avons sous les yeux, nous, les sociétés d'Europe orientale.*

*Lesquelles nous ont appris, de surcroît, que la bureaucratie n'était pas le seul risque que l'on court en pratiquant précipitamment un collectivisme aveugle.*

## *Collectivisme ?*

*Collectivisme. Voilà le grand mot lâché. Ceux-là même qui nous reprochent, aujourd'hui, de renier Jaurès tentent d'effrayer la population en nous présentant comme une fraction du « bloc collectiviste ». Plaisant argument! Il serait amusant, certes, de chercher ce que recouvre précisément cette notion de collectivisme pour ceux qui l'évoquent avec tant d'effroi. On y trouverait assurément bien des fantasmes. Mais il est plus amusant encore de mesurer le degré d'inculture politique de ces procureurs-là.*

*Le lecteur le remarquera sans peine : Jaurès emploie les termes de socialisme, de communisme et de collectivisme comme de quasi-synonymes. Et des trois termes, c'est celui de collectivisme qui revient le plus souvent. Codifié par Jules Guesde, il servait à qualifier le fonds commun des socialistes du début de ce siècle. Il désignait la collectivisation* intégrale *des moyens de production et d'échange (usines, terres, commerces et même habitations) à l'exclusion des biens de consommation individuels ou familiaux. A l'organisation sociale consécutive à cette collectivisation qu'il envisageait très sereinement, Jaurès a consacré des pages (8) qui éclairent la toute dernière partie de « Socialisme et liberté ». La propriété privée des moyens de production, tendant à se concentrer, tend à prolétariser des masses toujours croissan-*

(8) Notamment « le but et le chemin », qui clôt la « polémique avec Bernard Lavergne » et qui fut publiée dans la « Dépêche de Toulouse » du 11 décembre 1893 (cf. Œuvres de Jaurès, études socialistes, tome I, p. 213-217, édition Max Bonnafous, Paris, 1932).

*tes de gens. Elle les ramène à l'anonymat d'une existence tout entière vouée au culte de la marchandise. Au contraire, la propriété collective ôte aux objets leur caractère marchand pour en faire des biens de simple consommation n'ayant pas l'enrichissement privé pour but. De « valeur d'échange », les objets redeviennent de simples « valeurs d'usage » utiles seulement à ceux qui en ont... l'utilisation.*

## *Jaurès et nous*

*Jaurès, donc, était collectiviste. Pleinement, sans complexe, sans hésitation. C'est nous, socialistes d'aujourd'hui, qui ne le sommes plus, ou plus exactement qui voyons les choses d'une manière infiniment plus évolutive que ne les percevait Jaurès, de telle sorte que la perspective « collectiviste », à supposer qu'elle soit retenue par le peuple, ne sera pas inscrite à l'ordre du jour avant un laps de temps considérable.*

*Les réalités, il est vrai, ont changé. Quiconque aurait voulu, du temps de Jaurès, collectiviser l'industrie chimique, aurait dû prendre possession de centaines d'entreprises petites et moyennes, faute de quoi l'objectif n'eût pas du tout été atteint. La nationalisation de quelques oligopoles suffit aujourd'hui largement à mettre cette même industrie à la disposition de la collectivité nationale. Dès lors, pour modifier la logique du mode de production capitaliste et provoquer sa mutation en socialisme, point n'est besoin de procéder à une collectivisation hâtive qu'au demeurant Jaurès n'envisageait pas.*

*D'autre part, l'expérience historique a montré le danger des évolutions à marches forcées. Elles sont le plus souvent imparfaites et porteuses des plus sournoises et des plus brutales réactions, car les réalités sont têtues. A juste titre, Jaurès démontre que seul le socialisme est à même de donner un sens plein à la notion de liberté. Dans un monde où la liberté n'est véritable qu'assise sur la propriété, il n'est point de liberté pour le grand nombre qui ne possède rien. Mais il est*

*vrai aussi que la nationalisation hâtive de dizaines et de dizaines d'entreprises ne peut que revêtir la forme d'une étatisation si, grâce à de nombreuses expériences, on n'a pas préalablement mis au point les modalités diverses permettant de donner à la propriété nationale la forme d'une propriété sociale entièrement étrangère à l'étatisation — laquelle se borne à substituer à une administration privée une administration étatique. Ne pouvant digérer une croissance excessivement rapide, l'Etat devient un patron négligent, routinier et autoritaire. En dernière instance, quand l'Etat possède la quasi-totalité des moyens de production et d'échange, la question ultime est de savoir à qui appartient l'Etat. Que les risques de déviation bureaucratique soient à cet égard redoutables, trop d'exemples hélas concourent à le montrer. C'est bien pourquoi le Parti socialiste, tout en estimant indispensables les nationalisations propres à enclencher une logique économique permettant de dépasser le capitalisme — et d'abord celle du crédit — s'est prononcé fermement pour une démarche progressive et pour un développement corollaire des formes autogestionnaires et de la démocratie dans tous les secteurs de la société — et d'abord dans les entreprises nationales.*

*Socialisme et liberté, ainsi, ne sont pas antagonistes, mais complémentaires. C'est ce que proclamait Jaurès. C'est ce que répètent, avec François Miterrand, les socialistes d'aujourd'hui : « Le socialisme est l'accomplissement de la démocratie » (9).*

*C'est parce que, comme Jaurès, nous avons horreur des solutions à l'emporte-pièce, de la brutalité hâtive que nous luttons, comme lui, pour le socialisme et pour la liberté, indissolublement liés, l'un avec l'autre, l'un portant l'autre (10).*

(9) Présentation du programme « Changer la vie », point nº 8.

(10) Les notes portées au bas du texte de Jaurès et qui en éclairent certains passages sont de Dominique Hamon et de Jean-Pierre Moulins. De même, les intertitres sont des éditeurs et non de Jaurès.

# SOCIALISME ET LIBERTE

Je remercie la *Revue de Paris* de son libéralisme. Je sais que la plupart de ses lecteurs n'acceptent pas l'idée socialiste. Mais peut-être ne m'en voudront-ils pas si j'essaie de dissiper un malentendu.

Il y a une partie notable de la bourgeoisie, qui n'est pas séparée du socialisme par des intérêts de classe : et elle a d'ailleurs, par l'effet d'une haute culture, assez de générosité pour ne pas faire de son intérêt étroit la mesure du vrai. Mais elle tient par-dessus tout à la liberté. Son bien le plus précieux, sa dignité la plus haute, c'est la liberté de l'esprit, de la vie intérieure : et toutes les libertés affirmées par la Révolution de 1789, la «liberté du travail », la liberté politique lui paraissent comme un reflet de la liberté sacrée de l'esprit. Or, elle semble craindre souvent que le socialisme soit une diminution de la liberté, qu'il contraigne ou resserre la personne humaine et qu'il soumette les individus ou à la discipline étouffante de l'Etat ou au despotisme brutal d'une classe nouvelle longtemps sevrée des joies de la vie et s'énivrant soudain d'un mélange grossier de civilisation et de barbarie.

J'ose dire qu'il y a là une erreur fondamentale. Le socialisme, au contraire, et j'entends le socialisme collectiviste ou communiste, donnera le plus large essor à la liberté, à toutes les libertés : il en est, de plus en plus, la condition nécessaire.

## LE SOCIALISME D'ETAT

Trop souvent nos adversaires, mal informés, confondent le socialisme collectiviste ou communiste avec le socialisme d'Etat, et, comme celui-ci ne se manifeste que par des lois de réglementation et de contrainte, il leur paraît que la contrainte est l'essence même du socialisme. Or, entre le collectivisme et le socialisme d'Etat il y a un abîme.

Le socialisme d'Etat (1) accepte le principe même du régime capitaliste : il accepte la propriété privée des moyens de production, et, par suite, la division de la société en deux classes, celle des possédants et celle des non possédants. Il se borne à protéger la classe non possédante contre certains excès de pouvoir de la classe capitaliste, contre les conséquences outrées du système. Par exemple il intervient par la loi pour réglementer le travail des femmes, des enfants, ou même des adultes. Il les protège contre l'exagération de la durée des travaux, contre une exploitation trop visiblement épuisante. Il organise, par la loi, des institutions d'assistance et de prévoyance auxquelles les patrons sont tenus de contribuer dans l'intérêt des ouvriers. Mais il laisse substituer le patronat et la salariat. Parfois, il est vrai, et c'est une ten-

---

*(1) Quoique le « socialisme d'Etat » soit une idée du philosophe allemand Fichte (1762-1814), pour qui l'Etat doit distribuer les propriétés et assurer une certaine justice, Jaurès a ici principalement en tête l'exemple bismarckien. Le Chancelier de fer, en mettant hors la loi le S.P.D. en 1878, avait décidé de lui ôter également une partie de son influence en adoptant des mesures à caractère social extrêmement avancées pour leur temps (assurance maladie et assurance vieillesse). Il fut bruyamment applaudi par un certain nombre de « socialistes de la Chaire » (d'estimables professeurs de droit qui se penchaient avec sollicitude sur le sort des défavorisés) et introduisit pour un certain temps une certaine confusion. Jaurès, évidemment, ne peut pas le moins du monde penser à la forme que prendront les pays d'Europe orientale après la seconde guerre mondiale.*

dance croissante, il transforme en services publics, nationaux ou communaux, certains services capitalistes. Par exemple, il rachète et nationalise les chemins de fer ; il municipalise l'eau, le gaz, les tramways. Mais même dans cette création des services publics, il reste fidèle au système capitaliste. Il sert un intérêt au capital qui a servi à l'établissement des voies ferrées : et que les salariés soient tenus de fournir le dividende du capital privé ou l'intérêt des emprunts d'Etat, c'est tout un. Ce qu'on appelle socialisme d'Etat est en fait, dans les services publics, du capitalisme d'Etat.

Ainsi, le socialisme d'Etat respecte les principes essentiels du système capitaliste, mais il intervient dans la lutte des classes antagonistes pour empêcher l'écrasement complet des sans-propriété, qui sont les plus faibles. Au contraire, le collectivisme, le communisme, en supprimant la propriété privée des moyens de production, créent une société nouvelle où il ne sera plus nécessaire de protéger une classe contre une autre, toutes les classes étant définitivement absorbées dans l'unité de la nation. Stein (2), dans ses lumineuses et pénétrantes études sur le socialisme, a marqué très nettement, dès 1840, la différence du socialisme d'Etat et du communisme. Selon lui, la Révolution de 1789 avait eu pour principal effet de supprimer l'Etat, entendu comme un pouvoir supérieur aux groupes d'intérêts antagonistes. Le pouvoir royal, en ses époques normales et saines, avait été élevé au-dessus des divers ordres de la nation : il n'avait été le prisonnier ni de la noblesse, ni du clergé, ni du tiers (3). Mais, dans la société française, sous le règne de Louis-Philippe, il n'y avait d'autre force, d'autre pouvoir que la société elle-même. Au-dessus des forces économiques qui gouvernaient la société, il n'y avait rien. La bourgeoisie, ayant la propriété, avait par là même la force sociale. Et l'Etat, déchu de

---

*(2) Lorenz von Stein (1815-1890) jurisconsulte et économiste danois au service de la Prusse, auteur de plusieurs ouvrages sur l'histoire du socialisme en France depuis 1789 (Le socialisme et le communisme de la France contemporaine, 1842 ; Histoire du mouvement social en France de 1789 jusqu'à nos jours, 1850). C'était un partisan de l'Etat-arbitre social, donc fort hostile au socialisme français, très anti-étatique, des années 1850.*

*(3) Le Tiers, c'est-à-dire le « tiers-état », les roturiers.*

son autonomie ancienne, était, lui aussi, la propriété de la bourgeoisie. Contre cette force bourgeoise le prolétariat, surmené, violenté, était toujours prêt au combat. Mais, d'une part, il ne pouvait espérer, par ses forces propres, la victoire, qui reste toujours à la propriété. Et, d'autre part, l'Etat n'avait pas assez d'indépendance et de hauteur pour jouer, dans cette guerre permanente des classes, un rôle de modérateur et d'arbitre. Où donc était le salut ? Dans le communisme qui aurait fondu les classes ? Stein le croyait impraticable. Il n'y avait donc qu'un espoir : c'est que la société, blessée par la lutte éternelle de ses classes ennemies, se résignât à n'être pas le seul pouvoir : c'est qu'elle reconstituât un Etat supérieur aux classes et qui en adoucit le choc. Celui-ci défendrait la propriété bourgeoise contre les assauts du prolétariat, et il défendrait le prolétariat contre les excès, contre l'exploitation effrénée de la propriété bourgeoise. Voilà le principe même et le fond du socialisme d'Etat. Il suppose et accepte la division des classes ; il ne croit pas qu'elles puissent disparaître par un système nouveau de propriété. Il prévoit donc une lutte sociale éternelle, où un arbitre devra éternellement intervenir pour modérer les coups. En ce sens, et s'il ne se considère pas lui-même comme une simple transition vers le collectivisme, le socialisme d'Etat est une sorte de pessimisme social. Il ne croit pas, comme les économistes, à l'harmonie naturelle des intérêts, et il ne croit pas, comme le socialisme ouvrier, que cette harmonie puisse être révolutionnairement instituée par une transformation de la propriété. Il croit que l'ordre, l'équité, la paix, doivent être imposés du dehors, par l'arbitrage impérieux de l'Etat, à des forces irréductiblement hostiles.

## L'OPTIMISME SOCIALISTE

Au contraire, les collectivistes, les communistes, pensent qu'un tel système de propriété et de production peut être établi, que l'ordre et la justice en dérivent par une nécessité interne. Ils croient à la possibilité de la paix fondamentale

au pessimisme social des socialistes d'Etat. Ce n'est pas que les socialistes repoussent les mesures de protection légale que le socialisme d'Etat propose pour la classe ouvrière. Au contraire, ils les proposent eux-mêmes avec une extrême énergie et ils ne croient pas porter atteinte à la liberté en défendant les salariés contre les exigences les plus violentes du capital : mais ils ne considèrent ces mesures que comme une transition. Ils les réclament surtout pour que la classe ouvrière, plus forte et plus confiante, puisse accomplir plus aisément sa fonction historique, qui est de susciter une forme nouvelle de propriété où toutes les classes disparaîtront, où tous les hommes seront réconciliés. Mais il reste vrai que le socialisme d'Etat, impuissant à faire de la justice le ressort interne de la société, est obligé d'intervenir du dehors sur l'appareil capitaliste pour en corriger les pires effets. Au contraire, ce n'est pas par l'action mécanique des lois de contrainte, c'est par l'action organique d'un système nouveau de propriété que les collectivistes et communistes prétendent réaliser la justice. Il serait donc tout à fait injuste de se figurer le socialisme en sa forme définitive comme un appareil de réglementation, de restriction et de contrainte.

## PROPRIETE ET LIBERTE

Mais cette forme définitive elle-même n'est-elle pas exclusive de toute liberté? Quand le capital aura disparu, quand la propriété privée des moyens de production aura fait place à la propriété sociale, la liberté des individus n'aura-t-elle pas perdu tout fondement et leur activité tout ressort? N'y aura-t-il pas une distribution autoritaire des travaux et des produits? La communauté, en outre, ne sera-t-elle pas tentée de tout abaisser au niveau des besoins les plus grossiers, des âmes les plus communes? Et pour réprimer la révolte des délicats, pour supprimer les oppositions intellectuelles, ne sera-t-elle pas conduite à organiser un pouvoir dictatorial? Ainsi, avec la propriété individuelle, avec la liberté économique, disparaîtront la liberté politique et la liberté de pensée. Le monde sera soumis non à la tyrannie d'une élite, intéres-

sée, par ses fantaisies mêmes, au progrès universel, mais à la tyrannie routinière de la masse. Et une centralisation despotique assurera un régime de médiocrité.

Voilà bien l'objection toujours renouvelée. Voilà bien la crainte qui hante les esprits, ou le prétexte dont se couvrent les résistances. Mais que ceux qui se complaisent à cette objection prennent garde ; c'est contre la civilisation, c'est contre l'humanité elle-même qu'ils concluent : car ils proclament que, pour que la liberté subsiste, il faut que la classe ouvrière demeure à l'état de dépendance, sous la loi du salariat. En fait, il n'y a qu'un moyen pour tous les citoyens, pour tous les producteurs, d'échapper au salariat : c'est d'être admis, par une transformation sociale, à la copropriété des moyens de production. Il est tout-à-fait chimérique de penser que la diffusion de la propriété capitaliste permettra à tous les travailleurs de n'être plus des salariés. Malgré la dissémination plus apparente d'ailleurs que réelle des titres mobiliers, c'est une minorité infime des citoyens qui a vraiment la propriété de l'outillage industriel, et l'accroissement du nombre des porteurs de titres compense à peine la disparition d'un très grand nombre d'artisans, de petits producteurs autonomes dévorés chaque jour par la grande industrie. Donc, sous le régime capitaliste, la classe ouvrière est exclue à jamais de la propriété ; il peut y avoir passage de la classe prolétarienne à la classe capitaliste comme il peut y avoir chute de la classe capitaliste à la classe prolétarienne ; mais ce mouvement, qui n'affecte que quelques individus, quelques atomes, laisse subsister la distinction des deux classes, la possédante et la non possédante ; toujours, comme en un vaste et sombre tourbillon, la multitude ouvrière tourne au-dessous de la propriété et tombe à la mort, poussière fatiguée, sans avoir pu monter aux régions de liberté et de lumière.

## LA LIBERTE SE NOURRIT-ELLE DU SERVAGE ?

Dire que la liberté politique, la liberté intellectuelle disparaîtront par l'avènement de la propriété sociale, c'est dire

que le servage économique de la classe ouvrière est la condition de la liberté : c'est dire que de même que le noble plaisir du citoyen antique était procuré par la classe servile, le prolétariat moderne doit se résigner au salariat pour procurer aux sociétés humaines, en quelques éléments privilégiés, la noblesse de la liberté, la dignité de la vie. Jamais nécessité plus ironique, jamais plus cruel paradoxe ne rabattit l'espérance. Nous rêvons de faire entrer la liberté, l'égalité fraternelle dans la vie quotidienne et profonde des sociétés, qui est le travail. Nous voulons qu'aucun homme dans l'usine ou aux champs ne soit l'outil d'un autre homme. Nous voulons qu'aucun travailleur ne soit instrument de profit, qu'aucun ne soit exclu du patrimoine humain accumulé par les générations. Et nous demandons que tout individu humain, ayant un droit de copropriété sur les moyens de travail qui sont les moyens de vivre, soit assuré de retenir pour lui-même tout le produit de son effort (4), assuré aussi d'exercer sa part de direction et d'action sur la conduite du travail commun. Et quand nous élevons ainsi tous les individus humains à l'état de personnes, quand nous les affranchissons de ce servage économique qui les ravale à la dépendance, à la passivité des choses, quand nous faisons de chaque citoyen un droit vivant égal à tous les autres droits, une volonté vivante égale à toutes les autres volontés, quand nous bâtissons sur les bases

*(4) On retrouve là, chez Jaurès, cette idée que l'on trouvait dans le « programme d'Eisenach » de la fraction marxiste du futur S.P.D. : « la social-démocratie cherche à donner à chaque travailleur le produit intégral de son travail par l'abolition du mode actuel de production (salariat) et par l'organisation du travail sur une base coopérative ». Par la suite, Marx devait montrer l'ineptie de cette notion de « produit intégral du travail » dans la fameuse « critique du programme de Gotha » — tout en l'attribuant généreusement à Lassalle, alors qu'elle avait au moins autant pour origine la mauvaise compréhension, par ses propres troupes, de ses propres thèses. Notion inexacte, puisqu'une partie du travail doit servir à renouveler les divers éléments de la production, une autre à payer les frais de gestion, une troisième à améliorer la production ou les conditions de travail — toutes choses qui empêchent que le travailleur reçoive le produit* intégral *de son travail. En fait, Jaurès emploie souvent cette expression pour signifier que le travailleur « disposera du produit intégral de son travail » — ce qui indique à la fois une forme économique (la propriété collective), mais aussi une forme politique (ce qu'on appelle aujourd'hui l'autogestion).*

solides et profondes de l'ordre économique, cette cité des esprits dont Leibniz a si magnifiquement parlé, on nous dit : Chimère et aberration ! Tous les hommes, en apparence affranchis de toute classe exploiteuse et dominatrice, seront asservis à nouveau par le mécanisme même de la propriété sociale : ils seront égaux, mais tous liés les uns aux autres d'une chaîne infinie de servitude, tous écrasés par l'appareil central de direction et de production qu'ils seront obligés de constituer. Ainsi le service économique aura été non aboli mais étendu, et l'humanité n'a le choix qu'entre une liberté oligarchique, réservée à une minorité de possédants, et l'universelle servitude.

Je le répète : il n'est pas de conclusion plus sombre, et pourtant ceux qui considèrent la propriété sociale comme exclusive de la liberté individuelle y sont nécessairement acculés. Il n'est pas possible d'universaliser la propriété sous la forme actuelle. Et si on affirme qu'il faut se détourner de la propriété sociale pour sauver la liberté, on affirme par là même que la propriété, sans laquelle il n'est pas de liberté véritable, doit rester le privilège d'une minorité. On affirme que, pour ne pas disparaître dans les basses eaux dormantes du communisme, la liberté doit rester oligarchique. Au moment de l'histoire où nous sommes, il faut avoir le courage de prendre parti. Il n'est plus permis de rêver un développement démocratique indéfini en de vagues horizons. La croissance du socialisme pose à toute intelligence, à toute conscience un problème précis : ou il faut accepter l'abolition du système capitaliste et l'institution de la propriété collective, ou il faut s'avouer à soi-même et avouer aux autres que la propriété, dont la liberté complète est inséparable, est éternellement le luxe d'une minorité. Que ce luxe se vulgarise un peu, c'est possible ; mais nul ne peut supposer que la propriété bourgeoise se disséminera d'elle-même et imbibera toute la masse humaine au point de dissoudre le salariat. Ceux-là donc qui accusent l'ordre socialiste de supprimer la liberté bâtissent devant eux une infranchissable muraille : ils condamnent l'humanité à rester indéfiniment sous le régime du salariat et de l'antagonisme des classes. Pauvre race humaine, qui ne peut élargir la liberté sans la briser !

## LA CONCENTRATION CAPITALISTE

Mais, malgré eux, la force des choses abattra cette muraille, et, si la propriété sociale, si le communisme des moyens de production implique la servitude, c'est vers la servitude que l'humanité va invinciblement. Je ne veux pas dire que l'évolution économique prépare fatalement, mécaniquement, une révolution de la propriété. A coup sûr, il s'opère une concentration industrielle et commerciale incessante, et cette concentration capitaliste, qui exproprie peu à peu les petits et les moyens producteurs, ébauche et facilite la concentration socialiste qui expropriera les expropriateurs. A coup sûr aussi, quels que soient les nouveaux agents de production, quelles que soient les inventions techniques de demain, cette concentration du travail semble la loi durable, la tendance maîtresse du système capitaliste. Même si l'électricité est appliquée comme moteur, même si elle permet, par des courants de force infiniment ramifiés, le travail à domicile, cette dissémination de l'atelier ne sera probablement pas un morcellement de la puissance industrielle. Le grand capital captera les sources de forces et en réglera la distribution ; il coordonnera aussi, en vue d'une large production et d'une large vente, la production en apparence parcellaire de tous ces petits ateliers dépendants. Mais, si la concentration capitaliste apparaît comme la loi probablement définitive du système social actuel, elle n'agit pas avec un automatisme inflexible et une régularité élémentaire. Dans l'immense et complexe mouvement social, toutes les formes de la production n'évoluent pas parallèlement : la concentration est plus ou moins rapide, plus ou moins intense dans telle ou telle industrie ; il en est même qui, par l'effet momentané de procédés nouveaux, semblent parfois rétrograder vers la petite production. Et là même où se produisent de colossales manifestations capitalistes, comme les grands bazars et les grands magasins, le petit commerce subsiste ; les petites boutiques paraissent même pulluler, mais de plus en plus écrasées, précaires et pauvres (5).

*(5) On observera l'acuité de l'idée. A la différence de certains de ses contemporains, Jaurès se garde bien de prophéties sur la mort rapide du*

Ainsi, le mouvement qui porte peu à peu le système capitaliste vers la grande production, moule nécessaire de l'ordre socialiste, n'a pas cette netteté, cette rectitude et cette accélération uniforme qui seules donneraient aux phénomènes sociaux l'apparente nécessité des phénomènes naturels. Jamais donc, même au moment où la forme socialiste s'imposera décidément à la production et à l'échange, le système socialiste ne sera contenu, tout prêt, tout préformé, dans le système capitaliste. Pour rappeler encore une image célèbre de Leibniz, le socialisme ne sera jamais contenu qu'en puissance dans le système capitaliste, comme une statue que des veines cachées dessinent dans l'intérieur d'un bloc. Il faudra sans doute toujours un acte réfléchi de la volonté humaine pour faire apparaître l'ordre socialiste, comme des coups de ciseau et de marteau pour dégager la statue.

Mais, si le mouvement spontané et la concentration naturelle du système capitaliste ne suffisent pas à susciter, par une sorte de simplification mécanique, l'unité de la production socialiste, si la loi de la concentration capitaliste reste à la fois idéale et réelle, gouvernant de plus en plus les faits sociaux, mais ne s'y exprimant jamais avec une irrésistible simplicité, le mouvement toutefois est assez visible et assez fort pour que l'avenir apparaisse dans cette direction. Et la classe ouvrière, à qui toutes les évolutions, toutes les tendances de l'industrie sont immédiatement perceptibles, sait qu'en réalisant un jour à son profit la suprême concentration socialiste de la propriété du travail, elle agira dans le sens même des choses. Elle est donc perpétuellement tentée d'agir par cette coïncidence, par cette harmonie de son propre intérêt et de la tendance générale des faits. La loi capitaliste et la force ouvrière concourent dans la même direction. Or, comme la loi capitaliste de concentration agit, malgré bien des intermittences et des restrictions, avec une intensité

---

*petit commerce. De fait, celui-ci ne diminue pas. Ses effectifs ont même augmenté depuis un demi-siècle. En revanche, il est vrai qu'il est désormais intégré dans le circuit capitaliste de la production, en ce sens qu'il ne produit plus (en tout ou en partie) ce qu'il vend, mais se borne à revendre sans le transformer ce qu'il achète. D'où la précarité de sa situation.*

croissante, comme le prolétariat s'organise aussi en une force croissante, ces deux forces concordantes et grandissantes aboutiront sans aucun doute à un effet décisif. Et la propriété capitaliste et oligarchique, privilège d'une classe, sera transformée au profit de toutes les classes enfin confondues en une propriété sociale et universelle.

## TOUTE L'EVOLUTION MENE AUX PORTES DU SOCIALISME

D'ailleurs, même les systèmes sociaux qu'on nous oppose aboutiraient tous, s'ils se développaient, à l'ordre socialiste. Supposez un instant que les coopératives de production et de consommation se multiplient et s'étendent. Pour éviter le gaspillage et les périls de la concurrence, elles ne tarderont pas à se fédérer. Ces fédérations n'auront bientôt d'autre limite que la nation elle-même. Ce sera donc avant peu un vaste organisme unique de production et d'échange. Supposez encore, si vous voulez, pour rester plus près du mécanisme capitaliste, que la propriété mobilière se dissémine infiniment comme le font espérer les conservateurs utopistes ; supposez que chaque citoyen arrive à posséder un titre représentant une parcelle de l'outillage industriel ou agricole. Tous les citoyens, tous les producteurs, étant actionnaires, voudront intervenir dans la direction de l'industrie ; les plus petits actionnaires, encouragés par leur nombre, réclameront leur part d'influence et de pouvoir, et bientôt même, par leur groupement, feront échec aux gros actionnaires. Ainsi toute la nation sera comme une immense assemblée possédante et dirigeante. Et les vastes associations de capitaux entre lesquelles se répartiraient tous les citoyens ne tarderaient pas à s'entendre pour éviter les chocs, les concurrences coûteuses, les désordres et les crises. Ainsi, par un curieux paradoxe, la dissémination extrême de la propriété capitaliste aboutirait à un mécanisme de production unitaire, à la centralisation du travail et de la propriété elle-même. Donc, les utopies socia-

les par lesquelles les « réformateurs » (6) veulent éliminer le collectivisme y conduiraient nécessairement, comme y conduit la réalité du mouvement capitaliste.

Les adversaires du socialisme prétendent échapper par l'association libre à ce qu'ils appellent l'association contrainte. Le siècle prochain, répètent-ils, sera le siècle de l'association. Ils oublient que ces associations ne seront plus isolées les unes des autres, comme au moyen-âge, par le morcellement de la vie sociale. Elles pourront s'épandre à leur aise sur la surface unie et plane de la nation ; elles entreront ainsi nécessairement en contact et tendront à former des systèmes de plus en plus étendus. C'est dire que toutes les associations particulières, sociétés de prévoyance, de secours, de consommation, de production, animées d'une force d'expansion indéfinie, n'auront d'autre limite que la nation elle-même. A vrai dire, je ne crois pas que ce soit par cette voie qu'en fait l'ordre capitaliste s'achemine à l'unité socialiste. Avant que les associations organisées de production, de consommation et de mutualité aient pu se fédérer et se rejoindre en un mécanisme central, la classe ouvrière formera, elle, une unité « révolutionnaire », qui transformera, en les adaptant au système communiste, toutes les institutions, tous les organes de la vie économique. Mais, quelle que soit l'hypothèse adoptée, nous sommes toujours ramenés à cette alternative saisissante : ou nous proclamons que le système capitaliste ne s'écartera pas sensiblement de sa forme actuelle, ou s'il se meut, s'il évolue, il se rapprochera nécessairement de cette unité de production et de propriété que nos adversaires dénoncent comme la négation même de la liberté. Ou le fleuve s'arrêtera, s'endormira en une eau stagnante et morte, ou il se précipitera à ces terribles chutes socialistes par où, dit-on, toute liberté s'abime à jamais. Or, il ne dépend ni de nos adversaires ni de nous d'arrêter le mouvement humain, de fixer l'évolution capitaliste. Si donc la liberté est incompatible avec la forme socialiste de la propriété, il faut proclamer que la race humaine, au moment même où elle

---

*(6) Ces idées de diffusion populaire des actions étaient très répandues dans certains milieux radicaux.*

s'exalte en un rêve de fraternité, d'unité vivante et de grandeur, s'achemine à l'inévitable servitude. Mais qui donc osera risquer cette sombre prophétie ?

## UNE FORME NOUVELLE D'ACTION

En fait, l'histoire se joue de ces formules. Il est facile de combiner les mots ; il est facile d'opposer, par des antithèses verbales, le communisme et l'individualité, la centralisation et l'initiative, le socialisme et la liberté. Ce sont là fantaisies logiques des esprits simples. Mais la vanité et l'inanité des mots laissent passer le torrent des forces.

Or, d'une part, nul ne contestera que depuis trois quarts de siècle deux grandes forces soient en action : la force capitaliste qui centralise peu à peu la production, assez du moins pour donner aux salariés l'idée et la tentation de la concentration socialiste ; et la force du prolétariat qui s'organise et s'agite pour une destinée meilleure. Ce ne sont pas là des puissances verbales, de vaines ombres se croisant sur un mur nu. Mais partout où les progrès de la science substituent la machine à l'outil, la grande usine au petit atelier, partout aussi où les salariés souffrent et se concertent, ces deux grandes forces sont en action. Et on sent à chaque minute la vibration comme, dans le navire en mouvement, la trépidation des colossales machines. Et en même temps tous les individus qui s'agitent dans notre société tourmentée sont des forces de désir, d'ardents foyers de rêve et d'action. De quel droit supposer que lorsque l'évolution du système capitaliste et la volonté organisée du prolétariat auront suscité la propriété sociale, toutes ces forces individuelles de pensée et d'action vont s'amortir et s'éteindre ? De quel droit supposer que toutes ces énergies se détendront quand la propriété universalisée offrira à toutes un aliment nouveau ? Qu'est-ce en effet qu'une forme nouvelle de propriété ? C'est une forme nouvelle d'action.

Sans doute, si la propriété collective était imposée arbitrairement aux sociétés par une puissance extérieure à elles, si elle s'installait selon les lois de la conquête, elle déprimerait les activités. Mais si elle est réalisée par l'accord du mouvement capitaliste et de la force ouvrière, si elle est préparée à la fois par l'action inconsciente de la bourgeoisie et par l'action consciente du prolétariat, si elle surgit ainsi au point où convergent l'œuvre d'une classe et l'effort de l'autre, comment pourrait-elle neutraliser les énergies humaines, les forces historiques dont elle sera l'expression suprême ? Les deux classes, la classe bourgeoise et la classe ouvrière, qui déchirent de leur antagonisme la société d'aujourd'hui, seront, par l'avènement du communisme, également, quoique diversement, victorieuses. Le prolétariat aura échappé à la servitude économique, il aura conquis le droit de propriété sociale qui l'émancipera à jamais, et il s'emploiera à obtenir du système de production unifié un large bien-être pour tous. Victoire sur la servitude ! Victoire sur la misère ! Victoire sur la haine ! Mais la bourgeoisie aussi, jusqu'en sa défaite de classe, sera victorieuse. Elle perdra à coup sûr le monopole de la propriété, les joies égoïstes de la domination et l'étrange assaisonnement que la souffrance du pauvre mêle parfois aux plaisirs du riche. A coup sûr aussi, elle sera sollicitée par plusieurs de ses fils à une résistance désespérée. Mais, vaincue enfin, elle comprendra pour la première fois le sens plein de son effort passé. Elle prendra conscience de l'œuvre qu'inconsciemment elle accomplissait. Elle verra dans l'unité socialiste, dans l'ordre communiste hospitalier à tous les hommes la noble fin humaine qu'elle préparait, sans le savoir, par son activité illimitée, par son audace fiévreuse, par les incessantes révolutions techniques dont elle agitait et agrandissait l'industrie. Cette concentration capitaliste, qui n'était que le triomphe d'une classe, lui apparaîtra, après la Révolution, comme le germe de l'unité humaine. Les grandes découvertes des savants, qui naguère dans la société divisée produisaient des effets mêlés de bien et de mal, ajoutant à la puissance du capital, mais parfois aussi à la détresse des salariés, apparaîtront dans l'ordre nouveau comme des moyens assurés de bonheur commun.

## LA REVOLUTION EST UNE ASCENSION

Ainsi la révolution sociale, en brisant la bourgeoisie, agrandira et ennoblira son œuvre : elle lui donnera une haute signification humaine, et c'est avec fierté que les fils des bourgeois pourront entrer dans l'ordre nouveau. Ils y retrouveront l'œuvre de leurs pères, dégagée de tout intérêt de classe, haussée à l'idéal humain, élargie à tous les hommes. Ainsi la mort sociale de la bourgeoisie comme classe sera pour elle ce que serait pour les hommes la mort organique si, après les épreuves de l'agonie, ils retrouvaient dans une vie plus lumineuse et plus large le sens de leur vie passée. Donc, pour les deux classes antagonistes, pour le prolétariat et pour la bourgeoisie, la révolution sociale sera une ascension. Elle apportera au prolétariat, sous des formes nouvelles de propriété, des garanties positives de liberté et de bien-être. des possibilités nouvelles d'action, et elle apportera à la bourgeoisie, avec le sens plein de son œuvre historique, une révélation de noblesse morale et de grandeur. C'est en montant toutes deux que les deux classes se confondront ; c'est sur un sommet que sera proclamée l'unité humaine. Comment ce grand acte social qui établira entre les hommes, désormais réconciliés, toutes les forces d'orgueil, d'espérance et d'humanité, pourrait-il aboutir à une sorte d'atonie générale et d'universelle dépression ? Comment les hommes, affranchis les uns de leur misère de classe, les autres de leur égoïsme de classe, se précipiteraient-ils à une servitude nouvelle ? Et comment, en assurant par la propriété sociale la propriété de tous, ne chercheront-ils pas aussi à porter au plus haut l'initiative et la liberté individuelle de tous ?

A coup sûr, certaines formes d'action, injustes et surannées, auront disparu. Il ne sera plus permis, ou plutôt il ne sera plus possible à un homme de faire travailler à son profit d'autres hommes : l'humanité aura chassé à jamais, comme le cauchemar d'une nuit mauvaise, le rêve du capitaliste qui peut tendre et qui tend à l'universelle domination et à l'universelle exploitation. Mais l'homme est-il condamné à ne comprendre la liberté que comme faculté d'exploiter d'autres

hommes ? Est-il condamné à ne comprendre l'infini que comme l'accroissement illimité de la richesse oppressive ? Il n'est plus permis aujourd'hui, il n'est plus possible d'avoir des esclaves : la liberté humaine en est-elle diminuée ? Le triomphateur romain traînait derrière son char et ramenait dans sa maison des peuples captifs : l'humanité est-elle abaissée en ses joies parce qu'elle ne connaît plus l'orgueil des victoires romaines ? De nouveaux rêves ont surgi en elle, de nouveaux désirs et de nouvelles joies. Les institutions mortes n'éveillent même plus un regret. Nul, aujourd'hui, parmi les vivants, ne souffre de n'avoir pas des esclaves. Nul ne souffrira demain de n'avoir pas des salariés. Il en est qui se demandent : mais que ferons-nous et quel aiguillon aura la vie quand nous ne pourrons plus nous assujettir le monde du travail et goûter les joies de la conquête capitaliste ? Ils oublient que l'humanité n'épuise pas en une forme sociale, c'est-à-dire en une forme particulière et passagère d'action, ses ressources de désir et de bonheur. Demain, de la grande humanité communiste, monteront de nouvelles espérances et de nouveaux songes, comme des nuées aux formes inconnues montant de la vaste mer. De même que dans les révolutions du globe des espèces ont disparu sans que le mouvement de la vie s'arrêtât, de même, dans les révolutions de la société, de grandes espèces d'action, de désir et de joie sont abolies sans que la force humaine s'amollisse. Le plésiosaure et le mastodonte ne sont pas toute la vie. Le capitalisme n'est pas toute l'action.

## QUEL RETOUR A DES FORMES PASSEES ?

En vain nous oppose-t-on que la propriété commune des moyens de production nous ramènerait au communisme primitif, et que cette rétrogradation serait à la fois barbare et oppressive. Il n'y a aucun rapport entre le communisme des tribus primitives, qui est antérieur à la division du travail, à la séparation des classes, à la science, à l'affirmation du droit individuel, et le communisme de demain qui naîtra à la fois de

l'immense progrès technique de la production, de l'audace croissante de la science et de l'aspiration toujours plus ardente de tous les individus humains au bonheur et à la liberté. L'histoire, en ramenant dans des conditions nouvelles et des milieux nouveaux certaines formes du passé, ne ramène point le passé lui-même. Au contraire, l'originalité du mouvement humain éclate à reprendre ainsi, en variations toujours plus riches et plus vastes, quelques thèmes très simples et très pauvres des temps lointains. C'est Chateaubriand qui a remarqué que le suffrage universel des démocraties modernes reproduit les assemblées plénières des barbares germains dans la clairière des grandes forêts. Et sans doute plus d'un doctrinaire a dénoncé le suffrage universel comme un retour à la barbarie, comme une rechute dans le passé.

Chose étrange ! Ce sont les prétendus disciples de la Révolution française qui nous accusent de revenir aux formes passées. Oublient-ils donc que la Révolution, inspirée de Jean-Jacques, prêchait sans cesse « le retour à la nature ». Et en fait, quand Rousseau renonce à l'exagération et au paradoxe, quand il mesure sa parole et précise sa pensée, il démontre fortement que la civilisation doit restituer aux hommes, dans des conditions nouvelles de sécurité, de bien-être et de paix, la liberté de mouvement, l'égalité, le contact familier avec la nature qui firent le charme de la vie sauvage, d'ailleurs si grossière et si déprimée. Quand fut brisé le servage qui attachait l'homme à la glèbe, quand l'absolue liberté d'aller et venir fut reconnue à tous les hommes, ce fut un retour civilisé à la sauvagerie : le prolétaire errant des grandes routes et des cités est comme le rôdeur des forêts ; il cherche à l'aventure travail et salaire, comme l'autre cherchait le gibier et le fruit. Demain, si, comme l'espèrent tous les socialistes, un nouveau système social et le perfectionnement de tous les moyens de communication permettent aux hommes de se disséminer dans les campagnes au lieu de s'entasser dans des villes démesurées, l'humanité paraîtra revenir à un stade antérieur ; et ce sera pourtant un progrès immense, car pouvoir vibrer à la fois, par un double contact, de l'immense vie remuante des hommes et de l'immense vie paisible des choses, quelle plénitude et quelle joie !

## LE PROGRES EN HISTOIRE

Mais dès maintenant, les progrès les plus vantés par les économistes reproduisent des phénomènes primitifs. Les clearing-houses — les banques de compensation — réalisent en somme l'échange direct des marchandises : c'est la suppression de la monnaie et le retour au troc des sauvages, mais avec une merveilleuse ampleur de civilisation. quand les banques d'émission remplacent le métal par le papier, elles enfouissent le métal dans leurs caves ; et l'or revient sous terre comme avant que les mines fussent exploitées. Et encore, dans l'art moderne, quel est le rêve de Wagner? quel est son idéal? Il l'a très explicitement formulé lui-même. Il veut en finir avec la séparation artificielle de la musique et du drame. Il veut, avec toutes les puissances de l'âme et de l'orchestration modernes, reproduire la belle unité religieuse et esthétique de la plus ancienne tragédie grecque, qui elle-même reproduisait l'unité première de la danse, de la musique, et de la prière. C'est, suivant son expression même, « le communisme premier de l'art » qu'il veut restaurer. Il veut ramener à l'unité antique les puissances si diverses et tourmentées des temps nouveaux, et il n'espère le triomphe du communisme dans l'art que par l'avènement du communisme social qui supprimera entre les hommes les distinctions arbitraires et les séparations violentes. Mais ne serait-il pas puéril de dire que Wagner ressuscite le chariot de Thespis ou même la tragédie d'Eschyle? Pas plus que Wagner ne nous ramène aux danses chantantes et aux mimiques rythmées des premiers hommes, pas plus que le suffrage universel ne nous ramène aux assemblées barbares des champs de mai (7), ou les banques de compensation à la pauvre économie sauvage et au troc élémentaire, le communisme moderne, héritier du prodigieux mouvement capitaliste et de l'individualisme révolutionnaire, ne nous ramènera au communisme primitif des pauvres tribus lointaines.

(7) Les *Champs de mai* étaient la réunion, au printemps, de tous les guerriers autour du Roi pour discuter des affaires communes (entre 500 et 800 ap. J.C. environ).

Il n'y a dans l'histoire humaine ni routine, ni rupture. L'humanité est comme un grand artiste toujours en progrès : elle ne s'attarde pas à ses premières et naïves ébauches : elle ne les oublie pas non plus, et elle les reprend à longs intervalles avec une puissance croissante. Bien loin d'être humiliés que le large et vivant communisme moderne, tout saturé de richesse et vibrant de liberté, rappelle en la transfigurant une période lointaine de l'histoire des hommes, nous devrions nous réjouir de cette sorte de continuité profonde qui à travers les temps et les révolutions maintient l'unité de la race humaine. Trop heureuse l'humanité si rien d'elle n'était tout à fait mort, si marchant vers l'avenir elle pouvait pourtant renouveler en elle les fraîches sensations du passé, si jusque dans les complications et les fièvres de la vie nouvelle elle entendait parfois le murmure des feuillées lointaines et des sources où jadis elle se mira, et si les vastes révolutions orageuses qui élargissent sa vie lui apportaient, en analogies flottantes, des émotions d'enfance et la douceur des ressouvenirs! Il est au moins étrange que ceux qui nous accusent d'être subversifs et destructeurs nous reprochent aussi d'utiliser pour les besoins nouveaux de l'humanité grandissante des formes de vie où l'humanité première s'essaya. La vérité, c'est que les modes de l'existence humaine ne sont pas innombrables et qu'il est impossible aux hommes, si hardi que soit leur effort, si audacieuse que soit leur invention sociale, de ne pas ranimer en un dessin nouveau quelque trait effacé des civilisations antérieures. Il est impossible d'appeler vers l'avenir sans éveiller derrière soi les échos profonds du passé.

## SOCIALISME ET INDIVIDU

Mais dans l'ordre prochain, dans l'ordre socialiste, c'est bien la liberté qui sera souveraine (8). Le socialisme est l'af-

*(8) Jaurès aborde ici la seconde partie de sa démonstration. Fidèle à sa synthèse du matérialisme marxisant et de l'idéalisme de sa jeunesse, il a d'abord montré le socialisme comme conséquence nécessaire de l'évolution du mode de production capitaliste. Il montre maintenant que le socialisme est la condition d'un plein épanouissement humain.*

firmation suprême du droit individuel. Rien n'est au-dessus de l'individu. Il n'y a pas d'autorité céleste qui puisse le plier à son caprice ou le terroriser de ses menaces. L'homme n'est pas un instrument aux yeux de Dieu. Le mouvement socialiste exclut l'idée chrétienne qui subordonne l'humanité aux fins de Dieu, à sa gloire, à ses mystérieux desseins. Il exclut aussi ce spiritualisme vulgaire qui fait de Dieu un individu séparé du monde, plus fort que l'individu humain et dangereux pour lui. Ce n'est pas que la formule de combat de Blanqui : « Ni Dieu, ni maître » exprime tout entière la pensée définitive de l'humanité : nul ne peut savoir quelle sera, dans la suite des temps, la conception générale des esprits affranchis, et ils ne s'arrêteront pas à une pure négation.

Dès maintenant, c'est à une sorte de monisme idéaliste que paraissent incliner beaucoup de socialistes (9). L'univers leur apparaît comme une unité idéale qui tend à s'exprimer et qui se réfléchit dans l'harmonie croissante des forces : et par là le mouvement humain se rattache au mouvement universel ; par là les perspectives d'infini se rouvrent, et les belles ivresses métaphysiques et mystiques attendent encore l'humanité, mais ivresses de science, de liberté et d'action autant que de rêve. En tout cas, c'est fini d'une force surhumaine écrasant et contraignant l'humanité. Dieu n'existera plus pour l'homme que dans la mesure où il sera l'homme lui-même, prenant conscience de sa grandeur et de la beauté du mouvement universel où il concourt.

Si l'homme, tel que le socialisme le veut, ne relève pas d'un individu supra-humain, il ne relève pas davantage des autres individus humains. Aucun homme n'est l'instrument de Dieu ; aucun homme n'est l'instrument d'un autre homme. Il n'y a pas de maître au-dessus de l'humanité ; il n'y a pas de maître dans l'humanité. Ni roi, ni capitaliste. Les hommes ne veulent plus travailler et souffrir pour une dynastie. Ils ne veulent plus travailler et souffrir pour une classe. Mais pour qu'aucun individu ne soit à la merci d'une force

---

*(9) Et en tout cas Jaurès lui-même. Il définit lui-même ce qu'il entend par là dans les lignes suivantes « une unité idéale qui tend à s'exprimer et qui se réfléchit dans l'harmonie croissante des forces etc. »*

extérieure, pour que chaque homme soit autonome pleinement, il faut assurer à tous, les moyens de liberté et d'action. Il faut donner à tous le plus de science possible et le plus de pensée, afin qu'affranchis des superstitions héréditaires et des passivités traditionnelles, ils marchent fièrement sous le soleil. Il faut donner à tous une égale part de droit politique, de puissance politique, afin que dans la Cité aucun homme ne soit l'ombre d'un autre homme, afin que la volonté de chacun concoure à la direction de l'ensemble et que, dans les mouvements les plus vastes des sociétés, l'individu humain retrouve sa liberté. Enfin, il faut assurer à tous un droit de propriété sur les moyens de travail, afin qu'aucun homme ne dépende pour sa vie même d'un autre homme, afin que nul ne soit obligé d'aliéner, aux mains de ceux qui détiennent les forces productives, ou une parcelle de son effort ou une parcelle de sa liberté.

## APPROFONDIR L'HERITAGE DE 89

L'éducation universelle, le suffrage universel, la propriété universelle, voilà, si je puis dire, le vrai postulat de l'individu humain. Le socialisme est l'individualisme logique et complet. Il continue, en l'agrandissant, l'individualisme révolutionnaire. La Révolution avait proclamé les droits de l'individu, les droits de la personne. Et, pour les garantir, elle avait brisé le despotisme monarchique et le privilège féodal. Elle avait brisé aussi les organisations corporatives et disséminé les propriétés écclésiastiques, afin qu'il n'y eût pas un bloc de propriété réservée et inabordable et que la propriété dispersée allât à tous les individus. Mais là, elle avait fait œuvre vaine en partie, en partie hypocrite. Hypocrite, parce que seule la classe des bourgeois et des paysans aisés pouvait profiter de la révolution sociale et saisir les dépouilles des prêtres et des nobles ; la propriété va toujours à la propriété, et les biens nationaux allèrent ou à la finance ou aux plus aisés des propriétaires paysans ; le prolétariat naissant et désordonné ne pouvait en avoir miette. Œuvre vaine aussi, parce que ce n'était pas par le morcellement, par la dissémination que la propriété pouvait être universalisée. En don-

nant à la science un plus puissant essor, la Révolution travaillait pour l'individu, mais contre la propriété individuelle, car les progrès techniques vont développer la grande production et monopoliser aux mains d'une nouvelle oligarchie la puissance industrielle, la puissance sociale. De là, au nom même de la Révolution ou au nom de l'individu, l'idéal communiste. Un moment, l'effervescence de la lutte et du péril avait paru mêler dans une œuvre révolutionnaire commune la bourgeoisie et le prolétariat ; mais bientôt, quand la Révolution, refroidie, laissa tomber son écume prolétarienne et apparaître son fond bourgeois, quand le mouvement humain dévia, comme il devait nécessairement dévier, sous le régime propriétaire, en mouvement de classe, les communistes avec Babeuf et Buonarotti (10) rappelèrent la Révolution au large idéal d'humanité ; ils réclamèrent, pour tous les individus que menaçait, qu'étreignait une tyrannie nouvelle, les nécessaires garanties de la propriété commune.

Aussi bien ceux de nos contradicteurs qui vont un peu au fond des choses ne le contestent pas. Ils reconnaissent, avec M. Espinas, (11) que la socialisme est l'expression suprême de l'individualisme révolutionnaire. Mais ils nous reprochent précisément de pousser cet individualisme jusqu'à la négation même de toute société et de tout idéal. De hauts esprits, comme M. Boutroux (12), si j'en juge par ses déclarations successives en Sorbonne, semblent troublés de cette crainte. Et il m'a paru que tantôt il approchait du socialisme avec sympathie et tantôt il s'en détournait avec inquiétude. Je crois avoir démêlé la raison de ce trouble. Il n'accueille pas

---

*(10) Auteurs de la « conspiration des Egaux » montée sous le Directoire par Gracchus Babeuf (1760-1797) et Philippe Buonarroti (1761-1837). Ce dernier en a raconté l'histoire. Elle fut le premier* mouvement *français d'inspiration socialiste.*

*(11) Il s'agit d'Alfred-Victor Espinas (1844-1922), philosophe, sociologue et psychologue français.*

*(12) Emile Boutroux (1845-1921) fut le professeur de philosophie le plus influent qu'ait eu le jeune Jaurès. Opposé au scientisme, il s'attacha à la critique du déterminisme par l'analyse de la connaissance scientifique. Selon lui, la liberté se développe aux dépens de la nécessité physique, ce qui l'apparente à Kant. Il fut l'un des républicains éclairés qui assirent l'autorité intellectuelle de la III^e^ République naissante.*

contre les socialistes les objections vulgaires. Il sait très bien qu'ils ne sont pas des barbares, qu'ils veulent au contraire universaliser la culture humaine. Il ne redoute pas non plus l'intervention de la société pour des fins idéales. Il trouve très noble de proclamer, pour tout homme, le droit à la vie et à la lumière. Que la nation moderne soit chargée, comme la cité antique, d'une haute fonction civilisatrice, cela ne le heurte point, mais l'attire, au contraire. Ce qui l'inquiète, c'est que, dans le socialisme, l'individu se proclame le centre et le but, qu'il ne se subordonne à rien et qu'il se subordonne toute chose. Affranchir ainsi la vie humaine, n'est-ce pas l'isoler et l'appauvrir? Sans doute les individus feront partie de vastes systèmes : mais ces systèmes ne vaudront pour eux que par leur rapport à eux ; l'individu humain ne sera plus un instrument : mais c'est l'univers, c'est le tout qui sera devenu l'instrument de l'individu. L'individu n'aura au-dessus de lui aucune force ; mais il n'aura au-dessus de lui aucun idéal. Il sera le sommet superbe et aride, que ne domine aucun autre sommet, sur lequel ne passe même pas l'ombre des nuées, mais qui ne connaît plus au-dessus de lui que le vide de l'espace et la tristesse des solitudes.

## INDIVIDU ET FAMILLE

Et je suis prêt à accorder qu'en effet dans le mouvement socialiste, ou tout au moins dans le premier moment de la dialectique socialiste, l'individu est la fin suprême. Le socialisme veut briser tous les liens. Il veut désagréger tous les systèmes d'idées et tous les systèmes sociaux qui entravent le développement individuel. Ou Dieu n'est pas, ou il est l'Unité idéale qui permet l'harmonie et l'expansion de toutes les forces. Ou il n'est pas, ou il n'est qu'un moyen de liberté. L'humanité elle-même n'a pas une sorte de valeur mystique et transcendante. Sa richesse est faite de toutes les énergies individuelles. Elle n'a pas le droit de se désintéresser du nombre et de manifester son excellence seulement en quelques élus. Elle n'est pas une beauté idéale, se contemplant au

miroir de quelques âmes privilégiées. Elle ne vaut pour l'individu humain que dans la mesure où il participe lui-même à la liberté, à la science et à la joie.

De même, le socialisme transforme profondément l'idée de patrie et l'idée de famille. Ni la famille, ni la patrie ne sont en soi des organismes supérieurs et sacrés. L'une et l'autre doivent des comptes et des garanties à l'individu humain.

Le socialisme n'applique pas à la famille la vaine et déclamatoire critique du romantisme bourgeois. Tous les jeunes échauffés s'insurgent contre « la société », c'est-à-dire tout simplement contre l'opinion, qui est sévère pour l'adultère. Ils voudraient promener de ménage en ménage leurs libres et triomphantes amours sans avoir à subir la moindre critique, sans y exposer même la femme aimée : à merveille, mais la famille que troublent leurs fantaisies physiologiques ou autres repose sur des rapports de propriété. Le mariage a pour base une association d'intérêts. Riche, la femme est trop souvent recherchée pour son bien. Pauvre, elle est dans la dépendance du mari qui la fait vivre. Les enfants n'ont d'autres ressources que celles que leurs parents leur procurent ; ils n'ont d'autre droit que celui qu'ils leur transmettent ; hors du mariage, la femme est à l'abandon ; hors de la famille, les enfants, sans propriété, sont comme perdus dans le désert. La famille est ainsi un monde clos, une forteresse de propriété hors de laquelle il est souvent dangereux, parfois mortel de se risquer. Comment prétendre dès lors que les seules aspirations du cœur, que la seule loi de l'amour doivent régler les rapports des membres de la famille entre eux et avec le vaste monde du dehors ? L'amour irrésistible et fatal de la bourgeoisie romantique, quand il déclamait contre le privilège conjugal tout en respectant le privilège de propriété, commettait la plus lamentable contradiction. Ou plutôt il était hypocritement égoïste. Il entendait garder son privilège bourgeois de propriété, ses titres de rente, son luxe d'éducation et d'esprit : mais il voulait pratiquer à ses heures une sorte de communisme sexuel. Or la nouvelle société bourgeoise issue de la Révolution avait été avertie par l'expérience de la noblesse du XVIII[e] siècle. Celle-ci avait joué avec la vie de famille. Elle avait ouvertement et officiellement

permis le dévergondage conjugal. Mais avec la même étourderie, la même insouciance, elle avait laissé monter la Révolution. Au contraire, la bourgeoisie nouvelle avait un tel culte de la propriété, reconstituée à son profit, qu'elle exigeait, au moins dans les apparences, le respect de la famille, qui était une des formules de la propriété. Le jeune exalté qui ne voulait pas détruire les forteresses de la propriété bourgeoise, mais qui priait la dame d'ouvrir la fenêtre, était un inconséquent. Quand il se révoltait contre « l'hypocrisie » du monde, il se trompait. C'est le monde qui était logique en défendant avec la même rigueur la famille et la propriété. Anarchistes à l'égard du mariage, et conservateurs à l'égard de la propriété, les élégiaques du romantisme ne jouaient pas franc jeu.

De même les inquiétudes de Dumas fils (13) étaient insolubles. Il voulait avant tout sauver l'institution du mariage ; mais, pour qu'elle put survivre, il lui demandait de s'assouplir un peu et de s'accommoder aux droits, aux exigences de l'individu humain. C'est ainsi qu'il a longtemps demandé le divorce, pour que la personne humaine ne fût pas blessée en sa liberté, en sa dignité, en son droit au bonheur, par la fatalité d'un mariage irréparable. C'est ainsi qu'il voudrait faire rentrer le fils naturel dans les cadres de la vie sociale. C'est ainsi, même, qu'il demande le pardon, le respect, pour la jeune fille qui sans s'avilir a failli et hors du mariage s'est donnée. Dumas fils heurte toujours dans ses œuvres l'institution du mariage qu'il veut maintenir ou même renforcer, et le droit individuel de l'être humain qui prétend, même en dehors de ce cadre légal, à la vie et à la joie. Mais parce qu'il est resté dans la sphère de la pensée bourgeoise, parce qu'il n'a ni abordé ni même entrevu le problème de la propriété, il se débat en d'irréductibles contradictions. La jeune fille qui se donne sans l'aveu de ses parents et hors du mariage se risque

---

*(13) Alexandre Dumas (1824-1895), dit Dumas fils, fils de l'auteur des « trois mousquetaires ». Dans ses nombreuses pièces de théâtres, Dumas fils se fit le défenseur des thèses sociales du romantisme, et spécialement des droits de la femme et de l'enfant (Cf. « la dame aux camélias », « le fils naturel » etc.). C'était au demeurant un parfait réactionnaire, comme le montra son attitude lors de la Commune de Paris.*

à une aventure intenable et où sa dignité ne peut que sombrer. Elle ne vit que du patrimoine familial. Demain, si l'amant l'abandonne, elle devra, pour nourrir son enfant, redemander asile à la famille dont elle a méconnu la loi. Sa « faute » est bien en effet une faute. Elle n'est pas l'acte d'une volonté libre qui vraiment va se posséder à travers la vie. Elle n'est qu'une surprise ou une fantaisie des sens en contradiction avec tout le système social, que d'ailleurs il faudra subir. De même la solution pseudo-révolutionnaire du divorce n'est qu'un expédient. Elle libère l'un de l'autre l'homme et la femme ; mais le lendemain, si celle-ci n'a point travail assuré et propriété suffisante, quel abîme ! Quant aux enfants, perdant l'appui de la famille sans être assurés de celui de la société, ils sont vraiment des orphelins. De même, enfin, l'union libre, ou ce qu'on appelle par dérision de ce mot, n'est qu'une basse caricature du mariage. Là, la femme, livrée sans garantie au caprice de l'homme, n'est qu'une pauvre esclave qui peut être jetée à la rue. Là, la femme est enchaînée par la misère, et l'homme, quand il est bon, est enchaîné par la pitié.

Il n'est qu'un moyen d'assurer dans la vie de famille, la liberté et la dignité des êtres humains : c'est de transformer la propriété ; c'est d'assurer à tous, hommes et femmes, les moyens de vivre par le travail libre et fier. C'est d'assurer aux enfants un droit préalable de copropriété qui fait d'eux, même si la famille immédiate se brise ou les abandonne, des membres de la famille humaine. Ainsi, c'est bien sur la volonté libre, c'est sur l'affection réciproque, c'est sur le contrat des libertés que reposera la famille. Ainsi des liens d'affection pourront être noués sans de honteux marchandages de propriété. Des liens funestes pourront être rompus sans que l'individu humain soit à la misère ou à l'abandon. L'union sera vraiment libre, et la propriété n'installera plus les fourneaux de sa basse cuisine sur la pierre du foyer. La famille, au lieu d'être une institution trop souvent contraignante et déprimante, aidera, par la noblesse des affections désintéressées, à la grandeur de l'être humain. Mais ici encore c'est l'individu qui est le but, et l'institution ne vaut que dans la mesure où elle le sert.

## PATRIE ET SOCIALISME

De même, dans la pensée socialiste, pour la patrie. A coup sûr le socialisme et le prolétariat tiennent à la patrie française par toutes leurs racines. Dès la révolution bourgeoise, le peuple acculé défendait héroïquement contre l'étranger la France nouvelle : il y pressentait dorénavant son patrimoine futur. De plus, l'unité nationale est la condition même de l'unité de production et de propriété, qui est l'essence même du socialisme. Enfin, toute l'humanité n'est pas mûre pour l'organisation socialiste, et les nations en qui la révolution sociale est préparée par l'intensité de la vie industrielle et par le développement de la démocratie, accompliront leur œuvre sans attendre la pesante et chaotique masse humaine. Les nations, systèmes clos, tourbillons fermés dans la vaste humanité incohérente et diffuse, sont donc la condition nécessaire du socialisme. Les briser, ce serait renverser les foyers de lumière distincte et ne plus laisser subsister que de vagues lueurs dispersées de nébuleuse. Ce serait supprimer aussi les centres d'action distincte et rapide pour ne plus laisser subsister que l'incohérente lenteur de l'effort universel. Ou plutôt ce serait supprimer toute liberté, car l'humanité, ne condensant plus son action en nations autonomes, demanderait l'unité à un vaste despotisme asiatique. La patrie est donc nécessaire au socialisme. Hors d'elle, il n'est et ne peut rien ; même le mouvement international du prolétariat, sous peine de se perdre dans le diffus et l'indéfini, a besoin de trouver, dans les nations mêmes qu'il dépasse, des points de repère et des points d'appui.

Pourquoi le socialisme serait-il jamais tenté de se séparer de la patrie ? Il n'y a que les feuilles mortes qui se détachent de l'arbre. Il y a cent ans, les émigrés appelèrent à l'étranger parce qu'ils désespéraient que d'elle-même la France nouvelle revint à eux. Et en violentant la France, ils proclamaient eux-mêmes qu'ils n'étaient plus que le passé. Armand Carrel eut tort lorsque, sous la Restauration, il s'engagea avec quelques amis sous les drapeaux de l'Espagne libérale pour combattre l'armée de Louis XVIII. Son acte n'eût été excusable que si la réaction avait été définitivement maî-

tresse en France. Ceux-là seuls émigrent, même pour de nobles causes, qui désespèrent de la patrie. Or le socialisme sait que le mouvement même de la vie nationale travaille pour lui. Il sait que l'évolution capitaliste et la démocratie lui ouvrent la route. C'est de l'évolution même de la vie nationale qu'il attend la victoire : il est donc au centre même et au cœur de la patrie. Et si le drapeau blanc et le drapeau tricolore ont leurs émigrés, le drapeau du socialisme n'aura pas les siens. Même si, un jour, de passagères violences étaient exercées contre le socialisme, il attendrait l'inévitable retour de la France.

## PATRIOTISME ET NATIONALISME

Mais si le socialisme et la patrie sont aujourd'hui, en fait, inséparables, il est bien clair que dans le système des idées socialistes, la patrie n'est pas un absolu. Elle n'est pas le but ; ce n'est pas la fin suprême. Elle est un moyen de liberté et de justice. Le but, c'est l'affranchissement de tous les individus humains. Le but, c'est l'individu. Lorsque des échauffés et des charlatans crient : « la patrie au-dessus de tout », nous sommes d'accord avec eux s'ils veulent dire qu'elle doit être au-dessus de toutes nos convenances particulières, de toutes nos paresses, de tous nos égoïsmes. Mais s'ils veulent dire qu'elle est au-dessus du droit humain, de la personne humaine, nous disons : Non. Non, elle n'est pas au-dessus de la discussion. Elle n'est pas au-dessus de la conscience. Elle n'est pas au-dessus de l'homme. Le jour où elle se tournerait contre les droits de l'homme, contre la liberté et la dignité de l'être humain, elle perdrait ses titres. Ceux qui veulent faire d'elle je ne sais quelle monstrueuse idole qui a droit au sacrifice même de l'innocent, travaillent à la perdre. S'ils triomphaient, la conscience humaine se séparerait de la patrie pour se séparer d'eux, et la patrie tomberait au passé comme une monstrueuse superstition. Elle n'est et ne reste légitime que dans la mesure où elle garantit le droit individuel. Le jour où un seul individu trouverait, hors de l'idée de patrie, des garanties supérieures pour son droit, pour sa liberté, pour son développement, ce jour-là l'idée de

patrie serait morte. Elle ne serait plus qu'une forme de réaction. Et c'est sauver la patrie que de la tenir dans la dépendance de la justice (14).

## LIBERTE POUR TOUS

Ainsi, il est bien vrai que, pour les socialistes, la valeur de toute institution est relative à l'individu humain. C'est l'individu humain, affirmant sa volonté de se libérer, de vivre, de grandir, qui donne désormais vertu et vie aux institutions et aux idées. C'est l'individu humain qui est la mesure de toute chose, de la patrie, de la famille, de la propriété, de l'humanité, de Dieu. Voilà la logique de l'idée révolutionnaire. Voilà la socialisme.

Mais cette exaltation de l'individu, fin suprême du mouvement historique, n'est contraire ni à l'idéal, ni à la solidarité, ni même au sacrifice. Quel plus haut idéal que de faire entrer tous les hommes dans la propriété, dans la science, dans la liberté, c'est-à-dire dans la vie ? Jusqu'ici l'idéal, timide ou débile, renonçait à façonner toute la substance humaine. Le christianisme exaltait les élus et jetait au gouffre de damnation les multitudes. La révolution bourgeoise proclamait l'égalité théorique des hommes, mais elle permettait au privilège de propriété d'asservir une classe à une autre classe. Pour la première fois, depuis l'origine de l'histoire, c'est l'humanité tout entière, en tous ses individus, en tous ses atomes, qui est appelée à la propriété et à la liberté, à la lumière et à la joie. La personne humaine n'affirme plus seulement sa dignité, sa grandeur, en quelques exemplaires de choix ou en quelques classes de privilège : elle l'affirme en tous ses individus. Quel que soit l'être de chair et de sang qui vient à la vie, s'il a figure d'homme il porte en lui le droit humain, la puissance humaine : il pourra penser sans relever d'aucun dogme : il pourra travailler, sur une loi d'égalité fraternelle, sans relever d'aucun maître. Il possèdera pour sa

*(14) Tout ce passage éclaire bien entendu l'engagement de Jaurès dans l'affaire Dreyfus.*

part, dans la communauté sociale, les moyens d'action par lesquels l'homme soumet la nature.

Ainsi, par le socialisme, l'idéal humain n'est plus le rayon qui touche seulement les cimes ou qui n'effleure que les surfaces. Dans l'immense tourbillon de la vie humaine, il n'est pas une poussière qui ne vibre de clarté. Jamais l'unité du fait et du droit, jamais la pénétration de la matière et de l'esprit n'aura été plus profonde. Toute une race d'êtres, tout un ensemble organique, affranchi de la loi de la brutalité, sera vraiment élevé au-dessus de la nature. Pour la première fois, c'est bien l'humanité qui dominera les choses. Sous la loi du capital l'humanité, soumise à la concurrence meurtrière et à la force, n'est encore qu'une portion de la nature : le mineur salarié et dépendant qui descend aux galeries profondes n'est pas pleinement un homme ; il est une pièce dans un mécanisme de production brute ; il est une force de la nature aux prises avec d'autres forces de la nature. Demain, quand tous les producteurs seront affranchis, quand ce travail sera un acte de liberté et non plus un fait de nature, c'est l'humanité elle-même qui descendra au plus profond des puits, qui labourera les chaumes, qui fondra et martellera les métaux ; ce ne sera plus la servitude de l'homme se mêlant à la servitude des choses, mais la haute liberté humaine façonnant la terre, ses forces et ses éléments ; la terre aura été vraiment conquise par l'esprit de liberté.

## LE DEPASSEMENT DE SOI

En vain dit-on que l'individu humain, arrivé au plus haut, sera abattu et triste, ne voyant plus rien au-dessus de lui. D'abord, au-dessus de lui, il verra toujours lui-même. Toujours, il pourra tendre à plus de force, à plus de pensée, à plus d'amour aussi. Précisément parce qu'il sera débarrassé de toute contrainte et de toute exploitation, il songera sans cesse à se développer, à se hausser, à mettre en valeur toutes ses énergies. Quand les hommes ne pourront plus dépenser leur force, amuser leur orgueil et nourrir leur convoitise à dominer et pressurer les autres hommes, il faudra bien qu'ils s'emploient à grandir leurs propres facultés ; et comme les

chrétiens se passionnaient à surveiller et à épurer leur vie intérieure, l'homme de l'humanité socialiste se passionnera à accroître sa valeur humaine. Mais il ne s'enfermera point en soi. Proclamer la valeur suprême de l'individu humain, c'est refréner l'égoïsme envahissant des forts ; ce n'est pas décréter l'égoïsme universel. Au contraire, quand l'individu humain saura que sa valeur ne lui vient ni de la fortune, ni de la naissance, ni d'une investiture religieuse, mais de son titre d'homme, c'est l'humanité qu'en lui-même il respectera. Or, comme il n'est est qu'un infime et fragile exemplaire, c'est l'humanité tout entière, dans ses manifestations multiples, dans son développement illimité, qu'il voudra aimer et servir. Nulle force extérieure ne le contraindra en sa conscience ; mais c'est lui-même qui franchira ses propres limites pour vivre d'une vie plus vaste et goûter même à la joie supérieure du sacrifice. Dans notre société déchirée d'antagonismes mortels, le sacrifice n'est plus possible. Les prétendus dévouements des classes privilégiées ne sont plus que mensonges ; car elles ont peur, et leur charité est un calcul d'assurance. Les classes opprimées ne connaissent plus le sacrifice depuis qu'elles ne croient plus au droit supérieur, à la beauté supérieure des puissances dirigeantes. On ne s'immole qu'à meilleur que soi, et le sacrifice cesse où la duperie commence. Aujourd'hui, les classes opprimées ne donnent pas : elles laissent prendre, en attendant qu'elles se soulèvent. La guerre sociale arrivée à la conscience aiguë a supprimé le sacrifice. Au contraire, dans la grande paix socialiste, c'est en se donnant à ceux qui cherchent et souffrent, à ceux dont l'esprit s'inquiète et dont le cœur s'afflige, que l'homme prendra vraiment conscience de soi.

Vivre en autrui est la vie la plus haute, car lorsque, par un acte de liberté, nous avons franchi nos propres limites, nous n'en rencontrons plus, et une sorte d'infinité s'ouvre à nous. Aristote a dit que le plus grand bienfait de la propriété, c'est qu'elle permet de donner. Ainsi, quand tous les hommes auront la propriété d'eux-mêmes, il sera doux à plusieurs de faire don de soi. A quoi ? A l'humanité souffrante et grande, sublime et lasse, qui portera en elle, bien longtemps après la promulgation du droit, un lourd héritage de bestialité, des

instincts grossiers, des esprits obscurs, des âmes haineuses, des volontés lâches, et qu'il faudra sans cesse animer, éclairer, apaiser, pour qu'elle soit digne d'elle-même et que la terre soit dans l'espace un joyau de lumière, de force et de douceur.

## AUX SOURCES DU PHENOMENE RELIGIEUX

Mais, au-delà même de l'humanité, l'homme affranchi s'associera à l'univers. L'avènement du socialisme sera comme une grande révélation religieuse. Que l'humanité, sortie de la planète obscure et brutale, ait pu se hausser enfin à la justice et à la clarté ; que, par l'évolution de la nature, l'homme se soit élevé au-dessus de la nature même, c'est-à-dire au-dessus de la violence et du conflit ; que du choc des forces et des instincts ait jailli l'harmonie des volontés, quel prodige! et comment l'homme ne se demanderait-il pas s'il n'y a point au fond des choses un mystère d'unité et de douceur et si le monde n'a pas un sens? La religion est une conception générale et vivante de l'univers qui, au lieu de guider quelques esprits et de se prêter à quelques jeux de spéculation, émeut, pendant toute une période de l'histoire, toute une portion de la race humaine. C'est comme une prise de possession familière du monde par l'humanité.

Pour qu'un grand système religieux surgisse, il faut la rencontre et comme la fusion d'un grand mouvement de pensée et d'un grand mouvement social. Le christianisme avait été préparé, en son fond métaphysique et moral, par tout le développement de la pensée antique ; mais il a fallu la grande crise sociale de l'empire romain, la souffrance du monde vaincu, la révolte intérieure des humbles écrasés par toutes les forces extérieures, pour que la pensée des mystiques et des philosophes s'incorporât à l'humanité. La Révolution de 1789 a suscité des vélléités religieuses, mais puériles et vaines. Car, quoiqu'elle fût, elle aussi, à la rencontre d'un grand mouvement de pensée, la pensée du XVIII[e] siècle, et d'un grand mouvement social, l'avènement de la bourgeoisie, elle était

trop discordante, trop chaotique et troublée pour donner à l'humanité un sens nouveau de l'unité du monde. Tout était incomplet en elle et incertain, le mouvement social comme le mouvement de la pensée. La classe révolutionnaire qui arrivait au pouvoir portait en elle contradiction et discorde : car elle proclamait le droit humain, et confisquait au profit d'une obligarchie la révolution resserrée. Et elle voyait remuer au-dessous d'elle un prolétariat dont la voix confuse bégayait déjà un mot d'ordre nouveau. Comment cette révolution incomplète et agitée, qui dès la première heure sentait tressaillir en elle la menace d'une révolution nouvelle, aurait-elle pu interroger, au nom de l'humanité, le mystère du monde? La science même, malgré d'admirables découvertes et de prodigieuses inventions, n'avait pas dégagé encore cette loi supérieure d'évolution qui rattache le mouvement humain au mouvement universel et qui sollicite la pensée à de magnifiques espérances. Demain, au contraire, l'humanité, affranchie par le socialisme et réconciliée avec elle-même, prendra conscience en sa vivante unité de l'unité du monde, et interprêtant à la lumière de sa victoire l'obscure évolution des forces, des formes, des êtres, elle pourra entrevoir, comme en un grand rêve commun de toutes ses énergies pensantes, l'organisation progressive de l'univers, l'élargissement indéfini de la conscience et le triomphe de l'esprit. La révolution de justice et de bonté accomplie par cette portion de nature qui était hier l'humanité, sera comme un appel et un signal à la nature elle-même. Pourquoi ne tendrait-elle pas tout entière à sortir de l'inconscience et du désordre, puisqu'elle a pu, en l'humanité, arriver à la conscience, à la lumière et à la paix? Ainsi, du haut de sa victoire de justice, l'humanité laissera tomber au plus profond de l'abîme des choses une parole d'espérance, et elle écoutera monter vers elle l'écho de l'universel désir tout plein de pressentiments.

Mais quelle que soit la tendance de l'homme nouveau à s'agrandir de toute la vie humaine et de toute la vie du monde, c'est l'individu qui restera toujours à lui-même sa règle. C'est par un acte libre qu'il se donnera aux autres hommes ; il ne se laissera ravir par aucune violence le droit de se donner. Et il demandera toujours à l'univers comme

aux hommes le respect de sa liberté intérieure. Il n'acceptera d'autre idéal suprême que celui qui, tout en assurant l'unité du monde, établira l'énergie, et consacrera l'autonomie des individus. En recevant du socialisme le droit absolu à la pensée libre et un droit indestructible de propriété, l'homme peut entrer dans la communauté sociale. il peut entrer aussi dans la communauté de l'univers ; il ne risque ni d'être absorbé ni de se dissoudre. Il est prêt à s'harmoniser à un système de forces toujours plus vaste ; il est prêt à collaborer à une œuvre toujours plus lointaine et plus haute ; mais il reste un centre autonome de pensée et d'action ; il peut affronter la puissance de la communauté humaine et le mystère du monde. Il est à jamais impénétrable à toute force d'oppression ou de dissolution.

## LES UTOPIQUES ET LA LIBERTE INDIVIDUELLE

Et en fait, depuis un siècle, tous les penseurs socialistes ont affirmé la liberté nécessaire de l'individu. Quand Babeuf a préparé la conspiration des Egaux, il marchait d'accord avec ce qu'on peut appeler les restes de l'extrême-gauche jacobine, avec les débris de la Montagne. Préface de l'oligarchie bourgeoise toujours plus apeurée et du despotisme menaçant, les apôtres de la Révolution communiste agissaient de concert avec les survivants de la Révolution individualiste. Babeuf ne se proposait pas seulement d'appeler le peuple « au bonheur commun », il se proposait de sauver la liberté menacée, la Révolution en péril ; et c'est pour enraciner au plus profond du sol les libertés de la Révolution bourgeoise qu'il voulait étendre à tout le peuple souffrant, et dupé une fois de plus, la garantie de la propriété. Fourier (15)

---

*(15) Charles Fourier (1772-1837) est le premier et le principal théoricien du « socialisme utopique ». Il prônait une organisation sociale à base de « phalanstères », sortes de petites coopératives par action vivant en quasi-autarcie et qui, par leur multiplication et la force de l'exemple, aboutiraient à l'harmonie universelle.*

s'ingéniait à éliminer de ses combinaisons sociales toute contrainte ; il voulait que la complexité du monde nouveau répondît si largement et si délicatement à toute la complexité de la nature humaine, que la société se mût par le seul jeu des passions et même des fantaisies, et que les hommes fussent conduits, selon l'image de Platon, par un simple fil d'or. Il attaquait en même temps les économistes et les philosophes du XVIII[e] siècle, les uns pour avoir glorifié la richesse sans en assurer une juste répartition, les autres pour avoir prêché une égalité d'ascétisme et de retranchement ; il voulait l'abondance dans la justice, l'exaltation et l'essor de toutes les forces organisées. Et, à coup sûr, la société communiste de demain, quoiqu'elle ne doive pas procéder du seul jeu des associations locales et des groupements spontanés, s'assoupira infiniment, et multipliera les formes de vie et les mécanismes d'action pour suffire à toute la diversité de l'homme.

De même, malgré l'apparence plus autoritaire de leur doctrine, les Saints-Simoniens (16) étaient hautement individualistes. Sans doute ils combattaient l'anarchie bourgeoise, le désordre de la production et de l'échange, et ils voulaient y substituer l'harmonie de la production collective, sur l'autorité des plus savants et des plus sages : mais cette autorité ne pouvait avoir son fondement que dans la libre volonté des associés, et elle ne pouvait avoir d'autre effet que l'entier développement de toutes les facultés individuelles. Transfigurant, comme dit le Producteur, la parole évangélique, ils disaient : « Tous seront appelés, et tous seront élus », mais élus à une vie d'action et de liberté.

---

*(16) Claude-Henri de Rouvroy, comte de Saint-Simon (1760-1825) est le premier penseur du développement industriel qu'ait eu la France. Extrêmement hostile au féodalisme, il se déclara très tôt partisan de l'industrie et du développement économique, dont il pensait qu'il pourrait aboutir au bonheur universel. Mais dans ses derniers ouvrages, il s'orienta dans un sens nettement pré-socialiste en affirmant qu'il fallait améliorer le plus vite possible les conditions de vie des classes les plus défavorisées. Ses héritiers intellectuels se bornèrent à revenir à son « industrialisme ».*

## LE MATERIALISME DE MARX

Enfin il faut bien se garder de voir dans la dialectique hégelienne de Marx, réfléchie en matérialisme économique, une forme de fatalisme, de mécanisme contraignant. Selon Marx, le fait économique est la base de l'histoire : il est impossible que le système de la production, du travail, de la propriété qui façonne la vie quotidienne des hommes, ne détermine pas aussi de proche en proche les modes supérieurs de l'activité humaine, la philosophie, la morale, l'art, la religion. Mais il ne faut pas croire que ce sont là des réflexes immédiats : les forces toujours plus variées et plus riches de la nature humaine désunifient, sans le rompre, le thème de l'ordre économique. De même que le tisserand, tout en subissant la loi de son métier à tisser, crée les étoffes les plus diverses de dessin et de couleur, de même, sur le métier des forces économiques, l'histoire tisse les existences humaines les plus variées. La forme économique détermine tous les modes de l'activité humaine, mais on ne peut déduire ceux-ci de celle-là. Engels, dans ses derniers commentaires du marxisme, a touché presque à la pensée de Comte (17) qui donne comme cadre aux phénomènes plus complexes la loi des phénomènes plus simples. Ainsi, quand la société communiste de demain sera réalisée, il est évident que cette révolution profonde dans la propriété, dans le travail, dans la vie élémentaire de l'humanité se répercutera sur toutes ses conceptions. Dans le grand miroir de l'humanité communiste l'univers ne se reflètera pas comme dans la conscience infiniment morcelée de l'humanité présente. Mais sous la loi générale de l'inspiration

---

*(17) Auguste Comte (1798-1857) fut un collaborateur de Saint-Simon, dont pourtant il se sépara assez tôt. Il est le père du « positivisme ». Selon Comte, les hommes, après avoir erré pendant des millénaires à la recherche d'explications surnaturelles puis métaphysiques, doivent, à l'âge industriel, se contenter d'explications « positives » qui, sans chercher la cause ultime de toute chose, se bornent à découvrir les lois qui commandent les faits grâce à l'observation et au raisonnement. Le positivisme devait après Comte dégénérer en scientisme, c'est-à-dire en une théorie selon laquelle la science — nécessairement progressiste — suffit à tout expliquer mécaniquement.*

communiste, quelle prodigieuse et incalculable diversité d'action, de pensée, et de rêve! Aussi Marx se garde-t-il bien de déterminer d'avance les modes précis de la société nouvelle.

Quand les socialistes se refusent à décrire le détail de la société de demain, on les accuse de ruser ; ils respectent tout simplement la liberté de l'évolution et la richesse de la vie. Ils savent quelle est la direction générale des faits, et la tendance générale des volontés. Ils savent que l'appropriation collective des moyens de production est préparée par le grand mouvement capitaliste, et ils savent aussi que seule cette appropriation collective permettra, dans les conditions de la technique moderne, d'universaliser la propriété, c'est-à-dire la liberté. Mais quels seront les effets particuliers, en tous les modes de la vie, de cette loi générale et dominante du socialisme? Nul ne le peut dire, d'abord parce que ces effets sont innombrables, ensuite parce qu'ils sont subordonnés à des conditions changeantes, enfin, parce que, malgré le déterminisme général des phénomènes sociaux, la volonté humaine aura une part d'action dans l'agencement des mécanismes qui concilieront l'unité de la production et l'initiative des individus.

## L'ACTION CONCRETE DES SOCIALISTES

Ce qui est certain dès maintenant, c'est que, partout où il est organisé en un parti (18), le socialisme agit dans le sens des libertés individuelles, liberté politique, liberté du vote, liberté de conscience, liberté du travail. Bien mieux, quoiqu'il combatte le privilège de la propriété bourgeoise, il regrette que la bourgeoisie soit impuissante très souvent à défendre contre la réaction les conquêtes libérales. Et il l'y aide toujours quand il le faut. Les socialistes italiens ne cessent de se tourner avec angoisse vers la bourgeoisie ; ils

---

*(18) Ce qui ne veut pas dire en une seule organisation, mais en un mouvement organisé (donc partout où le socialisme dépasse quelques dizaines ou centaines d'individualités largement dépourvues de prise sur le réel). Depuis 1895 au moins, Jaurès parle du « Parti socialiste » alors qu'en tant qu'organisation, il ne sera créé de façon unitaire qu'en 1905.*

la supplient d'accomplir son œuvre, qui est de créer la production capitaliste et de protéger la liberté politique. Et ils lui disent : « Ne vous défiez pas de nous. Sans doute, la loi de l'histoire destine la propriété bourgeoise à être absorbée dans la propriété sociale. Mais nous savons bien que ce n'est pas une Italie rudimentaire, somnolente et pauvre, qui affranchira le prolétariat. Nous sommes prêts à vous aider dans votre œuvre, nous voulons secouer la torpeur du peuple pour qu'il prenne au sérieux son droit politique et son devoir de contrôle. Nous voulons chercher avec vous un régime économique qui permette la grande production. » — De même, les socialistes autrichiens, qui se heurtent à tant de survivances du système de Metternich (19), et même de l'économie féodale, appellent de tous leurs vœux l'avènement d'une bourgeoisie active et d'un capitalisme puissant. Ils savent bien, par exemple, que la Galicie (20), où les rapports des nobles, des paysans et des juifs perpétuent le système du moyen-âge, ne peut être arrachée à cette ornière du passé que par l'activité industrielle et politique d'une bourgeoisie puissante. Et en Allemagne, que de fois les socialistes ont déploré que la bourgeoisie ait manqué à sa mission historique ! Deux fois, disent-ils, en 1848 au moment du Parlement de Francfort (21), et en 1866 (22), dans la période du conflit,

---

*(19) Klemens Wenzel, prince de Metternich-Winneburg (1773-1859) fut, de 1809 à 1848, le principal ministre de l'empire autrichien. Réactionnaire systématique, il s'opposa par tous les moyens au progrès du libéralisme bourgeois et à l'éclosion des nationalités, en faisant de l'Etat impérial un appareil germanophone, autoritaire et centralisé. Metternich fut balayé par la Révolution en 1848, mais après l'écrasement de celle-ci par les militaires (Schwarzenberg, Windischgrätz), son système fut repris, en pire, par le ministre Alexander von Bach.*

*(20) Province du sud de la Pologne actuelle, sous administration austro-hongroise au temps de Jaurès (et jusqu'en 1918).*

*(21) Au moment de la Révolution de 1848, qui toucha toute l'Europe, il se tint à Francfort sur le Main une « Diète » chargée de réaliser l'« Unité allemande » (c'est-à-dire des pays de langue allemande, Autriche comprise). Les gouvernements en place ayant repris les affaires en main, elle se dispensa de demander son reste, laissant face à face l'Autriche et la Prusse bientôt bismarckienne, avec un glacis de petits états entre les deux.*

*(22) Au moment du conflit prusso-autrichien sur la question des duchés de Schleswig et de Holstein, qui se termina par la défaite de l'Autriche (1866).*

elle a pu donner à l'Allemagne l'unité et la liberté. Deux fois, elle s'est dérobée, et elle a permis à la réaction féodale, à l'absolutisme monarchique et à la violence militaire de marquer de leur empreinte l'unité de la nation. C'est pour réparer cette faute que le socialisme allemand, en même temps qu'il prépare l'avènement social du prolétariat, lutte chaque jour pour les libertés intellectuelles et politiques de l'Allemagne. Il soulève contre les féodaux même cette bourgeoisie progressiste qui le dénonce, et il fait échec au militarisme. Enfin, en France même, pourquoi, dans une crise récente où il ne semblait pas qu'il eût un intérêt direct, le socialisme est-il intervenu (23) ? Ce n'est pas seulement parce qu'il est un parti d'humanité et qu'il ne peut se désintéresser d'aucune question humaine. C'est aussi parce qu'il ne veut pas que des passions fanatiques resserrent et appauvrissent la bourgeoisie elle-même. C'est une grande force pour notre pays et pour la liberté que la bourgeoisie française soit formée d'éléments divers, d'origine catholique, protestante et juive ; c'est cette diversité qui lui permet d'échapper à la décadence de la bourgeoisie dans les pays latins. Et le socialisme a besoin que les classes aujourd'hui gouvernantes et possédantes gardent le plus possible de liberté et de vie ; il se propose si peu d'amortir et de contraindre les forces humaines qu'il voudrait que l'activité du monde fût au plus haut avant qu'il en prît possession au nom de la justice.

## LA DICTATURE DU PROLETARIAT

Dira-t-on, comme on le fait souvent, que ce sont les socialistes eux-mêmes, dans le fameux Manifeste de Marx, qui ont parlé de la dictature du prolétariat ? Mais cette parole ne peut s'appliquer à l'ordre socialiste une fois réalisé ; elle n'y aurait pas de sens, car il n'y aura plus alors de prolétaires. C'est une formule de tactique révolutionnaire pendant la prise de possession du pouvoir. Ici, nous sommes réduits aux conjectu-

*(23) Il s'agit de l'affaire Dreyfus. La réalité est moins brillante que ne le dit Jaurès. Toute une fraction du mouvement socialiste décida d'abord, contre Jaurès, de ne pas intervenir dans une « guerre civile interne à la bourgeoisie » — ce qui témoignait d'une singulière cécité politique.*

res. Nul ne peut dire avec certitude par quelle voie sera institué l'ordre nouveau. Il est fort probable que l'avènement du prolétariat aura, comme naguère celui de la bourgeoisie, un caractère révolutionnaire. Quand le prolétariat socialiste aura été porté au pouvoir par les événements par une crise de l'histoire, il ne commettra pas la faute des révolutionnaires de 1848 : il réalisera d'emblée la grande réforme sociale de la propriété, et il ne laissera pas à la réaction le temps d'égarer ou de violenter les masses. Mais le prolétariat, au contraire de la bourgeoisie, ne survivra pas à sa victoire : il disparaîtra dans l'ordre nouveau fondé par lui. Et il serait aussi injuste de reprocher au socialisme « la dictature du prolétariat » que de confondre avec les journées révolutionnaires la vie normale de la bourgeoisie et du capital. En fait, par leur propagande tous les jours plus active et plus étendue, qui s'adresse à la fois à la classe ouvrière, aux paysans, et à la bourgeoisie intellectuelle, les socialistes diminuent sans cesse la force de résistance de la société d'aujourd'hui ; ils diminuent par là même les chances de « dictature » prolétarienne. Avant peu, l'idéal socialiste aura si profondément pénétré, qu'au lendemain de la victoire du prolétariat, des forces innombrables se rallieront autour de lui. Beaucoup hésitent encore parce qu'ils ne croient pas à la possibilité de la justice sociale. Démontrée par le fait, elle sera acceptée de tous, sauf de la petite minorité des privilégiés réduite soudain à l'impuissance, et la période de combat pourra être brève.

## CITOYEN OU FONCTIONNAIRE

Où donc est la tyrannie socialiste ? Et par quelle confusion étrange dit-on que, dans la société nouvelle, tous les citoyens seront des fonctionnaires ? En fait, c'est dans la société présente que tous les citoyens ou presque tous aspirent à être « des fonctionnaires ». Et, si c'est là la servitude, c'est le monde d'aujourd'hui qui y tend. Mais il n'y aura aucun rapport entre le fonctionnarisme et l'ordre socialiste. Les fonctionnaires sont des salariés : les producteurs socialistes seront des associés. Les fonctionnaires sont dans la dépen-

dance du gouvernement, de l'Etat, qui est souvent le gardien des intérêts de classe et qui asservit ses agents. Il n'y aura plus d'intérêt de classe à servir dans l'ordre socialiste : qui donc pourrait tyranniser les citoyens ? Les fonctionnaires n'ont pas un intérêt personnel et immédiat à la bonne marche des services publics : les producteurs socialistes auront un intérêt personnel et immédiat à améliorer la production dirigée par eux, à accroître la richesse qu'ils doivent se répartir. Au lieu d'entrer dans la vie dépouillée, sans force et sans droit, tous les citoyens y entreront avec un droit préalable de copropriété sur les moyens de travail. Ce droit, des contrats librement débattus avec la communauté sociale elle-même, avec les groupes locaux et professionnels, en règleront l'exercice. La communauté interviendra nécessairement pour coordonner la production. Elle interviendra aussi pour prévenir tout retour de l'exploitation de l'homme par l'homme. Mais elle laissera le plus libre jeu à l'initiative des individus et des groupes, car elle aura tout entière le plus haut intérêt à stimuler les inventions, à respecter les énergies. Dès maintenant, le prolétariat répugne à toute centralisation bureaucratique. Il tente de multiplier les groupements locaux, les syndicats, les coopératives ; et, tout en les fédérant, il respecte leur autonomie ; il sait que, par ces organes multiples, il pourra diversifier l'ordre socialiste, le soustraire à la monotonie d'une action trop concentrée. Quels seront, dans la communauté sociale, les rapports exacts des groupements locaux et de la puissance centrale ? Il est impossible de les préciser d'avance, et ils seront sans doute infiniment complexes et changeants. Mais, ce qui est sûr, c'est que l'organisation centrale ne pourra avoir ni tentation, ni moyen de contrainte. Ni la puissance d'un dieu et d'un dogme, ni la puissance d'un roi, ni la puissance du capital ne domineront la société. Où donc le pouvoir central trouverait-il des moyens d'oppression, et pour quel intérêt opprimerait-il ? Il n'aura d'autre force que celle des groupes, et ceux-ci n'auront d'autre force que celle des individus. Toutes les puissances de progrès, de variété et de vie s'épanouiront, et la société communiste sera la plus complète et la plus mouvante qu'ait vue l'histoire.

Depuis quelques années, les « libéraux » parlent beaucoup de décentralisation. M. Bourget (24) y voit le salut. M. Barrès (25) déplore que les jeunes gens de la Lorraine, au lieu d'éveiller les ressources dormantes de leur province, viennent à Paris. Mais tous ces littérateurs inconséquents ne prennent pas garde que la centralisation dont ils se plaignent est un effet de l'ordre économique. La centralisation politique, intellectuelle, traduit la centralisation économique. Le régime capitaliste a dissocié la propriété et le travail : les porteurs d'actions peuvent dépenser dans les grandes villes les dividendes du travail lorrain et du travail languedocien. Si les jeunes gens de M. Barrès avaient voulu creuser des puits de mine en Lorraine, ils auraient dû solliciter les capitalistes parisiens. Ainsi, par la dissociation du travail et de la propriété, la richesse déserte les régions mêmes qui produisent la vie. Au contraire, quand les citoyens associés dans la propriété commune des moyens de production garderont pour eux-mêmes tout le produit de leur travail, la richesse restera au point d'origine, et la vie, au lieu de se concentrer en quelques capitales dévorantes, sera partout répandue. Ou les décentralisateurs ne font que de la littérature, ou il faut qu'ils prennent leur parti entre la réaction et le socialisme. Décentraliser sans transformer la propriété, c'est rétablir la suprématie des vieilles influences terriennes, c'est revenir au passé. Il n'est qu'une décentralisation vivante, c'est le communisme, car, en permettant à chaque individu humain de retenir tout le produit de son travail, il fait de tout individu un centre. Par le socialisme, la vaste harmonie de la vie générale se concilie avec la spontanéité des forces individuelles ; par lui, l'humanité est comme un fleuve où chaque flot est une source.

---

*(24) Il s'agit du romancier Paul Bourget (1852-1935).*

*(25) Maurice Barrès (1862-1923), était passé successivement au boulangisme (1889) puis au nationalisme violemment antidreyfusard. Enracinant son « culte du moi » dans celui de la terre, de la patrie régionale et nationale, des ancêtres etc., il fut un régionaliste (lorrain) avant la lettre, en un temps où le régionalisme était un phénomène de droite (Charles Maurras était, par exemple, un régionaliste provençal fervent en même temps que le chef de l'Action française).*

# REPERES BIOGRAPHIQUES

Jean Jaurès est né à Castres le 3 septembre 1859. Sa mère, Adélaïde Barbaza, appartenait à la bonne bourgeoisie castraise des négociants en laine tandis que son père, Jules Jaurès, faisait plutôt figure de déclassé : changeant souvent de métier à la suite de mauvaises affaires il finit par échouer à La Fédial, une petite propriété agricole de sa femme, aux environs de Castres. Mais il restait légitimiste. Arrière-petit-fils d'un professeur de philosophie devenu maire de Castres, petit-fils de négociant, neveu de trois officiers et cousin de trois amiraux, frère d'un futur capitaine de vaisseau, Jaurès est, par son milieu socio-culturel d'origine, ce qu'il est convenu d'appeler un bourgeois.

Elève très brillant de la petite pension de l'abbé Segal puis du collège de Castres, le jeune Jaurès, sans ambition, se destine à l'administration des Postes quand Félix Deltour, inspecteur général de l'Instruction publique, le fait entrer en 1876 au collège Sainte-Barbe de Paris où il réussit, premier, le concours d'entrée à l'Ecole Normale Supérieure. Il en sort en 1881 agrégé de philosophie, au troisième rang derrière Henri Bergson. Aussitôt nommé professeur de philosophie au lycée d'Albi, il donne en outre une conférence hebdomadaire à la faculté de Toulouse dès le mois de mars 1883. A partir de novembre, il s'installe définitivement à Toulouse où il professe à ses étudiants l'histoire de la philosophie. Sa vie tranquille de « fonctionnaire irréprochable », selon la formule qui revient sans cesse dans les rapports de ses supérieurs, est brusquement changée, le 4 octobre 1885, par son élection à Castres comme député « républicain ». Son cousin, l'amiral Benjamin Jaurès, député puis sénateur inamovible du Tarn, ambassadeur à Saint-Pétersbourg en 1882, l'avait proposé sur la liste républicaine du Tarn. Elu dans le fief de la famille Reille, bonapartiste, alliée aux Solages, monarchistes et propriétaires des Mines de Carmaux, Jaurès s'avère déjà soucieux des questions sociales. En janvier 1886, il participe au congrès des mineurs de France à Saint-Etienne. Le 8 avril, il dépose à la chambre une proposition de loi sur les caisses coopératives de secours et de retraite pour les ouvriers. Membre de la commission des Mines, il intervient plusieurs fois à la tribune pour la création de délégués mineurs à la sécurité.

Le 29 juin 1886, il épouse Louise Bois, de neuf ans sa cadette : profondément bourgeoise et catholique, son indolence lui permettra sans doute de

supporter l'évolution politique de son époux en même temps qu'elle sera dans sa vie agitée un havre de tranquillité.

Depuis le 21 janvier 1887, Jaurès écrit un article hebdomadaire à la *Dépêche de Toulouse*. Mais cette première législature s'achève sans lendemain : le 22 septembre 1889, le candidat de la droite bat Jaurès de 856 voix.

Devenu en même temps père d'une petite fille et professeur titulaire de la chaire de philosophie à la faculté de Toulouse, Jaurès abandonne provisoirement sa collaboration à la *Dépêche*, jugée par le Recteur incompatible avec ses fonctions, mais reprend très vite son action politique : d'abord dans le cadre municipal, à l'occasion d'une élection partielle, comme conseiller élu sur la liste d'Union radicale et socialiste, et sixième adjoint au maire de Toulouse, chargé de l'instruction publique (27 juillet 1890), puis à nouveau comme député de Carmaux, mais sous l'étiquette socialiste (20 janvier 1893).

S'il est exagéré d'affirmer comme Charles Andler que Jaurès fut « converti » au socialisme en une nuit par Lucien Herr, bibliothécaire de l'Ecole normale supérieure, son évolution du républicanisme au socialisme — présentée par lui plus tard comme naturelle — est jalonnée par la renaissance, difficile, de l'Internationale socialiste en 1889, par la première célébration du premier mai en 1890, ensanglantée à Fourmies l'année suivante, par l'étude des « origines du socialisme allemand » (1) (thèse latine soutenue à la Sorbonne le 5 février 1892, en prélude à sa thèse principale sur « la réalité du monde sensible », le 12 mars, qui lui confère le titre de docteur ès lettres), par la rencontre de Jules Guesde à Toulouse le 27 mars à l'occasion d'une réunion de propagande de celui-ci, enfin par l'agitation ouvrière à Carmaux toute l'année 1892. En effet au terme de quinze jours de grève (7-21 mars), les mineurs obtiennent une augmentation de salaire tandis qu'en mai la liste ouvrière des mineurs et verriers, conduite par J.-B. Calvignac gagne les élections municipales. Le renvoi de celui-ci par la société des Mines de Carmaux déclenche une nouvelle et longue grève (16 août-3 novembre). Le député-marquis de Solages, principal actionnaire de la Société, démissionne. Jaurès, pressenti par les républicains-socialistes du Carmausin accepte le défi — et le programme du Parti Ouvrier Français de Guesde. Elu et confirmé dans son mandat aux élections générales d'août 1893, Jaurès se trouve engagé définitivement dans la voie du socialisme. Dès le 19 mai 1894, il propose une loi sur la nationalisation des mines.

Le 5 novembre, il défend devant la Cour d'Assises de la Seine Gérault-Richard accusé d'offense au président de la République Casimir Périer, qui démissionnera deux mois et demi plus tard pour son rôle suspect joué dix ans plus tôt lors des conventions passées entre l'Etat et les grandes compagnies de chemin de fer. Le 22 décembre, le capitaine Dreyfus est condamné à la déportation à vie au bagne de Cayenne pour « haute trahi-

---

*(1) Publiée en français par Adrien Veber dans la* Revue socialiste *de 1892. Dernière édition parue chez Maspero (1959) avec une introduction de Lucien Goldmann.*

son ». Bien peu entendent ses protestations d'innocence sauf peut-être Jaurès qui, deux jours après, intervient avec fracas à la Chambre pour dénoncer l'esprit de caste de l'armée. La Chambre le censure et prononce son exclusion temporaire. Barthou, traité de menteur par Jaurès, exige réparation : deux balles sans résultat sont échangées le lendemain.

Tandis que Dreyfus se morfond dans la torride moiteur de sa cellule, Jaurès livre un de ses plus grands combats à l'occasion de la grève des verriers de Carmaux. Dans la grève déclenchée le premier août, le préfet soutient à fond Resseguier, véritable patron de choc, qui a décidé le lock-out. Les forces de l'ordre perquisitionnent dans la chambre d'hôtel de Jaurès à Carmaux et les gendarmes à cheval le pourchassent dans les rues. La grève sera finalement vaincue, mais les ouvriers prendront leur revanche en fondant leur propre entreprise coopérative à Albi. Sur plainte de Resseguier pour ingérence dans une affaire privée et incitation au désordre, Jaurès est condamné en appel, mais lors de l'inauguration de la Verrerie ouvrière, le 25 octobre 1896 à Albi, emporté par l'euphorie générale, il monte sur la table du banquet et chante « La Carmagnole » et « Ça ira ». Les caricatures de la presse réactionnaire s'en donnent alors à cœur joie.

Mais déjà une autre affaire va requérir tout son talent de tribun et marquer un nouveau tournant dans sa vie politique.

Dès sa condamnation, le petit groupe des proches de Dreyfus s'emploie à remonter la pente. L'affaire connaît en 1896 et 1897 de multiples rebondissements qui accréditent davantage la thèse du déni de justice, mais l'acquittement d'Esterhazy risque d'enterrer à nouveau l'instruction en la ramenant à son point de départ. Le coup de théâtre provoqué par la célèbre lettre ouverte de Zola au président de la République, dans *l'Aurore* du 13 janvier 1898, relance in extrémis le débat. Le groupe parlementaire socialiste, après une discussion animée, approuve la thèse guesdiste, appuyée par la social-démocratie allemande, selon laquelle l'affaire Dreyfus ne concerne que les bourgeois (2).

Mais Jaurès, malgré sa signature au bas du manifeste, suit sa conscience et ne ménage pas ses efforts pour le triomphe de la vérité et de la justice. Neuf jours après « j'accuse », il interpelle le Gouvernement à la Chambre. Le 12 février 1898, il dépose en faveur de Zola au procès qui lui est intenté pour son défi. Cet engagement, qui déchaîne la vindicte haineuse de la presse réactionnaire, lui coûte son siège aux élections législatives du 8 mai, où le marquis Ludovic de Solages le bat de 587 voix, après que Jaurès a été pratiquement interdit de parole durant la campagne électorale. Mais son combat continue, car son échec lui donne les coudées franches vis-à-vis de ses collègues parlementaires. Le 24 mai, il partage avec Gérault-Richard la direction politique de *« la petite République »* (3) où il écrira jusqu'à la

---

*(2) « Prolétaires, ne vous enrôlez pas dans aucun des clans de cette guerre civile bourgeoise » (Manifeste du groupe parlementaire socialiste).*

*(3) Fondée le 13 avril 1876 par Léon Gambetta.* La petite République française *passe sous la direction de Marcel Sembat le 7 janvier 1893. Dès lors, le journal devient de plus en plus nettement socialiste, surtout quand Millerand le dirige à partir de juillet et le transforme en* la petite République, journal socialiste *ouvert à*

fondation de *l'Humanité* plus de la moitié des éditoriaux. Sa série d'articles « les preuves » est publiée en brochure séparée le 29 septembre. Il anime également une tournée de meetings dans la région lyonnaise et dans le midi de la France de la fin de l'année au début de 1899. Jaurès puise sa foi dans la dignité de la souffrance humaine. Dans sa pensée généreuse, l'officier persécuté par les tribunaux militaires rejoint en son malheur la condition de victime du prolétariat, comme si Dreyfus avait gagné au bagne l'auréole du prolétaire. « Ce n'est pas seulement servir l'humanité, c'est servir la classe ouvrière que de protester, comme nous le faisons, contre l'illégalité maintenant démontrée du procès Dreyfus ». Jaurès refusera toujours de poser le problème en termes exclusifs de morale bourgeoise, libérale et humanitaire.

Avec l'affaire Dreyfus, la répression anti-socialiste et anti-ouvrière qui sévit depuis 1897 dans la circonscription de Carmaux et le rejet de sa candidature pour enseigner à la Sorbonne, Jaurès perd sa conviction première d'une victoire imminente du socialisme (4) et prend conscience, au contraire, de la solidité et de la capacité de résistance de l'appareil d'Etat. Le contexte de l'année 1898 éclaire sa décision d'écrire dans la *Revue de Paris* l'article « socialisme et liberté » (5) : il lui paraît nécessaire d'approfondir la définition du socialisme et de répondre, en particulier, aux questions des « intellectuels », lecteurs de la revue, dont quelques-uns s'étaient engagés dans le camp dreyfusard.

En juin de la même année, Jaurès accepte la proposition de l'éditeur populaire Rouff de prendre la direction d'une histoire collective de la France : les premiers fascicules, consacrés à la Constituante sortiront des presses en février 1900. L'« histoire socialiste de la Révolution française » sera achevée par Jaurès en 1901 : elle rafraîchit les études historiques en portant l'accent sur les aspects économiques et sociaux du temps révolutionnaire. Jaurès est le premier et sans doute le plus grand historien marxiste de la Révolution française.

Enfin, le climat de guerre civile impose de resserrer les rangs pour défendre la république. Le 7 juin 1898, lors de l'immense punch socialiste au Tivoli-Vauxhall, Jaurès lance l'idée d'un Congrès général pour constituer une organisation socialiste commune. Le 16 octobre, il préside la première réunion du Comité de vigilance, composé de deux délégué par parti et par

---

*toutes les fractions du mouvement socialiste. Le 6 mai 1897, la rédaction évince les guesdistes qui avaient tenté un moment de s'en assurer le contrôle. Gérault-Richard devient rédacteur en chef le 19 mai 1897, élu par la rédaction.*

*(4) « Je me suis risqué à dire à la Chambre française que nous pouvions prévoir le triomphe du socialisme en France dans une dizaine d'années. Je sais combien il est téméraire, combien même il peut être ridicule de s'aventurer en pareilles prophéties » (« le socialisme français », Cosmopolis, janvier 1898, p. 131).*

*(5) Déjà, le 1er avril, dans la même revue, il avait présenté le « programme socialiste » pour les élections législatives.*

journal socialiste. Son inlassable combat pour l'unité commence : en janvier 1899, le premier numéro du « Mouvement socialiste » de Hubert Lagardelle et Jean Longuet s'ouvre sur un grand article de Jaurès sur l'unité socialiste.

Mais les socialistes éparpillés en au moins une demi-douzaine de chapelles devront surmonter de nombreux obstacles avant de réaliser leur union. Les premiers efforts, catalysés par l'agitation de l'extrême droite contre le nouveau président de la république Emile Loubet, achoppent très vite contre le cas Millerand. Jaurès accepte la participation d'un socialiste au gouvernement de « Défense républicaine » de Waldeck-Rousseau, d'abord en ignorant la présence comme ministre de la guerre du général-marquis de Galliffet, « le massacreur de Satory » pendant la Commune, puis en toute connaissance de cause (6). Mais les guesdistes (7) et les blanquistes (8) ne l'entendent pas ainsi. Lorsque, suite à l'idée de Jaurès d'un congrès unitaire, se réunissent à Paris, salle Japy (3-5 décembre 1899) les huit cents délégués des mouvements socialiste, syndical et coopératif invités, le vif affrontement entre Jaurès et Guesde se solde par un succès de ce dernier : « la lutte des classes ne permet pas l'entrée d'un socialiste dans un gouvernement bourgeois ».

La rupture est consommée d'abord avec les guesdistes (congrès de la salle Wagram, 28 septembre 1900) puis avec les blanquistes (congrès de Lyon, 26-28 mai 1901). Mais paradoxalement, le cas Millerand accélère le processus d'unification puisqu'il rassemble les membres épars de la famille socialiste en deux partis : le Parti socialiste de France, né le 3 novembre 1901 à Ivry, avec l'appui du S.P.D. allemand contre la participation de Millerand, et le Parti socialiste français qui rassemble autour de Jaurès tous les autres (broussistes, allemanistes, indépendants divers) en mars 1902 au congrès de Tours.

Les législatives d'avril 1902 permettent aux électeurs socialistes de trancher le débat. Les résultats donnent raison à Jaurès : le P.S.F. compte 200 000 voix de plus que le P.S.D.F. au premier tour et 37 députés contre 14 au second tour, Guesde étant battu. Réélu de justesse, Jaurès restera député de Carmaux jusqu'à sa mort. Il joue d'abord un rôle prépondérant dans la Délégation des gauches qui soutient l'action du ministère Combes, radical et anticlérical. Le 13 janvier 1903, la chambre l'élit vice-président.

Une structure d'accueil pour les intellectuels amenés au socialisme par le combat dreyfusard, un lieu de rencontre des compagnons de route de-

---

*(6) « Pour ma part et sous ma responsabilité personnelle, j'approuve Millerand d'avoir accepté un poste dans ce ministère de combat. Que la République bourgeoise à l'heure où elle débat contre la conspiration militaire qui l'enveloppe, proclame elle-même qu'elle a besoin de l'énergie socialiste, c'est un grand fait ; quelle que soit l'issue immédiate, ce sera une grande date historique ; et un parti audacieux, conquérant, ne doit pas, à mon sens, négliger ces appels du destin, ces ouvertures de l'histoire ». (Jaurès, in* la petite République *du 24 juin 1899).*

*(7) Parti Ouvrier Français de Jules Guesde.*

*(8) Parti Socialiste Révolutionnaire.*

vient nécessaire : en désaccord avec la gestion de « *la petite République* » par Gérault-Richard, Jaurès fonde alors « *L'Humanité* », le 18 avril 1904, où l'on relève la signature de dix-sept agrégés. *L'Humanité*, c'est-à-dire la dimension humaine et planétaire du socialisme.

Jules Guesde décide de faire appel du verdict populaire devant l'Internationale socialiste. Au congrès d'Amsterdam (14-20 août 1904), Jaurès plaide pour le principe d'une action commune avec les radicaux pour défendre la république ou la laïcité. Il y fait le procès du S.P.D. allemand qu'il accuse de masquer son impuissance pratique derrière l'intransigeance de formules théoriques. Il est battu sur toute la ligne : le congrès condamne le réformisme, la participation ministérielle et toute collaboration de classe. Mais les dirigeants des principaux partis socialistes européens signent un autre texte qui enjoint aux socialistes français de s'unir. Les choses vont ensuite très vite et aboutissent au congrès d'unification (salle du Globe, Paris, 23-25 avril 1905) qui fonde le Parti socialiste, Section française de l'Internationale ouvrière. Selon les observateurs contemporains, l'unité résulte d'une véritable capitulation de Jaurès. Il a en effet beaucoup concédé sur de nombreux points mais la principale raison de son ralliement discipliné semble être — outre sa conviction que l'unité doit prévaloir contre tout — la profonde déception que lui inspirent les réalisations concrètes de Millerand au gouvernement.

A vrai dire, l'unicité acquise, la lutte pour l'unité ne fait que commencer. A partir de 1905, la vie de Jaurès s'articule sur trois pôles : la vie du parti, rythmée par les congrès annuels (9), la vie politique centrée sur l'action parlementaire, la vie intellectuelle pour enrichir la doctrine. Trois vies pour un même militant.

Jaurès ouvre largement les colonnes de *l'Humanité* aux libres opinions des militants syndicalistes et coopérateurs de toutes tendances, au grand dam des guesdistes qui protesteront souvent dans les congrès contre ce libéralisme jugé excessif. Mais à partir du congrès de Chalon-sur-Saône (29 octobre - 1er novembre 1905), les guesdistes sont régulièrement battus (10) par la majorité, sur la tactique électorale au second tour, sur les relations à entretenir avec le mouvement syndical (11), sur la question des retraites ouvrières (12), sur l'action possible des municipalités socialistes.

A partir de 1908, Jaurès s'impose comme le chef incontesté du Parti. Lorsque le congrès s'ouvre en octobre à Toulouse, Clémenceau gouverne

---

*(9) Jaurès n'appartient pas à la commission administrative permanente, mais figure parmi les douze délégués du groupe parlementaire au Conseil national.*
*(10) Sauf au congrès de Lyon (1912) sur l'affaire Ghesquière-Compère-Morel.*
*(11) Congrès de 1906, où la majorité des délégués prend acte de la charte d'Amiens de la C.G.T. et admet la convergence du combat politique et du combat syndical révolutionnaire fondé sur la grève générale. Jaurès soutiendra toutes les grandes grèves de 1905 à 1908.*
*(12) Congrès de Nîmes (1900).*

depuis deux ans avec une main de fer. Pourtant, dans cette période de violents affrontements de classe où tombe sans fard le masque du radicalisme, le Parti piétine : ses effectifs ne progressent pas et les cas d'indiscipline se multiplient. Pour vaincre ce climat de morosité, le Parti s'abandonne aux délices empoisonnés du jeu des tendances. Dans ce combat fratricide, Jaurès doit colmater les fissures, galvaniser les énergies, réconcilier les socialistes avec eux-mêmes en leur apportant de nouvelles raisons d'espérer. La motion de Toulouse, rapportée par Jaurès, est adoptée à l'unanimité moins une abstention. Elle fixe la dialectique stratégie-tactique qui orientera l'action du Parti jusqu'en 1914. Après un coup de chapeau à l'objectif lointain que le Parti s'assigne (« La conquête du pouvoir politique pour l'émancipation des prolétaires par la destruction du régime capitaliste et la suppression des classes ». Le prolétariat « ne trouvera de salut et l'entière liberation que dans le régime collectiviste ou communiste »), Jaurès met l'accent sur l'action immédiate, électorale, parlementaire, législative. Mais il ne rejette pas l'hypothèse de la grève générale, ni même celle de l'insurrection, si la situation satisfait aux conditions de maturité, d'organisation collective et responsable du mouvement ouvrier.

Les ennemis de Jaurès lui ont reproché sa « duplicité paysanne ». Jaurès, au contraire, fut le seul homme à réaliser de son temps l'unité vivante du mouvement socialiste français. La puissance de la synthèse jauressienne fait de la S.F.I.O. en 1914, le premier parti de France (13). Telle est la grandeur de Jaurès et la fragilité de son œuvre.

A partir de 1910, Jaurès consacre une grande partie de son temps aux problèmes de majorité gouvernementale, plus aigus depuis que le Parti radical, sous l'influence de Caillaux, réactualise l'union des gauches. Le Parti socialiste vote alors le rachat de la compagnie des chemins de fer de l'Ouest et l'impôt sur le revenu. D'octobre 1909 à juillet 1912, Jaurès défend dans neuf discours à la Chambre le système de la représentation proportionnelle. Mais de plus en plus son énergie est absorbée par la situation internationale.

En 1911, il voyage et parle en Amérique latine (Brésil, Argentine, Uruguay). A Paris, il rencontre les « Jeunes Turcs », fait l'éloge de la civilisation arabe à la chambre (28 juin 1912) et vote contre le protectorat marocain (1er juillet 1912). Mais c'est à conjurer la menace de guerre en Europe qu'il dévoue désormais l'essentiel de son infatigable activité.

Sur la guerre, le Parti est divisé en trois tendances : Gustave Hervé et la Fédération de la Seine veulent déclarer la guerre à la guerre par la grève militaire et l'insurrection. Jules Guesde au contraire considère une telle attitude comme parfaitement irréaliste et, en attendant la destruction du capitalisme seul responsable de la guerre, estime qu'il faut refuser les crédits militaires, lutter pour réduire la durée du service militaire et agir dans le cadre de l'Internationale. Jaurès, soutenu par Vaillant, pense que le désarmement de la bourgeoisie capitaliste ne suffit pas et qu'il faut, d'une

---

*(13) Aux élections d'avril-mai 1914, le P.S., avec 106 députés, gagne 34 sièges.*

part empêcher la guerre « par tous les moyens, depuis l'intervention parlementaire, l'agitation publique, les manifestations populaires, jusqu'à la grève générale ouvrière et à l'insurrection » et que d'autre part, « la nation et la classe ouvrière ont le devoir de sauvegarder leur indépendance et autonomie ». Dans « l'Armée nouvelle », texte déposé le 14 novembre 1910 à la Chambre sous forme d'un long commentaire à une proposition de loi, Jaurès — membre de la commission des armées — livre ses réflexions sur l'intégration des masses populaires à la Défense nationale. Mais il y regrette aussi la faiblesse de l'organisation du prolétariat français et la mollesse du prolétariat allemand. Ses derniers efforts tendent dans cette double direction.

En France, il cherche à renforcer la C.G.T. par l'adhésion des grandes fédérations comme celle des mineurs, à favoriser le regroupement des coopératives (intervention au congrès extraordinaire de la confédération des coopératives socialistes et ouvrières, 1er novembre 1912), à apaiser les tensions internes du Parti.

En direction de la social-démocratie allemande, il multiplie les tentatives pour la rallier à la grève générale contre la guerre, avec des démonstrations internationales coordonnées par le Bureau socialiste de l'Internationale. Lors de la crise des Balkans, il obtint de ce dernier la convocation d'urgence d'un congrès extraordinaire. Le 24 novembre 1912 deuxième jour du congrès de Bâle, Jaurès fit vibrer les voutes de la cathédrale par un appel mémorable à la paix. A partir de mars 1913, *L'Humanité* passée à 6 pages, orchestre une grande campagne contre la loi des trois ans. A Charles Andler annonçant dans une série d'articles la trahison prochaine de la social-démocratie allemande, Jaurès réplique vertement dans *L'Humanité* du 4 mars et l'accuse d'utiliser des citations fausses et tronquées, et de faire ainsi le jeu de la droite nationaliste. Le Parti se sépare d'Andler, mais Jaurès est-il si sûr du S.P.D.? Publiquement, il ne se départit jamais d'un optimisme qui, selon lui, mobilise les énergies. Ainsi harangue-t-il une foule de 150 000 personnes au meeting de la Butte Rouge au Pré Saint-Gervais. Mais, parfois, devant un petit cercle d'amis, conscient du poids des responsabilités que les socialistes seront bientôt obligés d'assumer, il lui arrive de confier ses doutes. Pour prévenir la guerre, Jaurès pense que les socialistes doivent imposer aux gouvernements, par tous les moyens, le recours à l'arbitrage qui avait jusque là évité aux crises internationales ou aux conflits localisés de dégénérer en conflagration générale.

Le 30 juillet 1914, à la tête d'une délégation du Parti, il rencontre les dirigeants de la C.G.T. et obtient une manifestation commune pour le 2 août. Le lendemain, il est abattu de deux coups de révolver par Raoul Villain, au café du Croissant (14) où il finissait son dîner en compagnie des collaborateurs de *L'Humanité*. L'assassin sera acquitté en 1919 au nom de la victoire et des morts au champ d'honneur. Jaurès allait avoir soixante ans.

Dominique HAMON

---

*(14) A l'angle des rues Montmartre et du Croissant, à Paris.*

## BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

**A — Instruments bibliographiques.**

G. Tetard : Essais sur Jean Jaurès.

Bulletin de la société des Etudes jauressiennes (depuis 1960)

Le Mouvement Social. Numéro spécial d'avril-juin 1962.

**B — Biographies récentes.**

Vincent Auriol : Jean Jaurès (ouvrage collectif. Col « Ils ont fait la République ». P.U.F. 1962).

H. Goldberg : Jean Jaurès (traduit de l'anglais. Paris 1970).

J. Rabaud : Jean Jaurès (Paris 1971).

M. Rebérioux : Jean Jaurès (in Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français. Tome 14. 1976).

Coll. Fondation Jean-Jaurès

CHAQUE MOIS

la nouvelle revue
SOCIALISTE

publie un débat sur un thème d'actualité en discussion au sein du Parti socialiste. Elle entretient sur les autres questions une réflexion permanente dont tout militant doit être informé.

Directeur politique : François Mitterrand
Directeur politique adjoint : Lionel Jospin
Rédacteur en chef : Maurice Benassayag

Abonnement

- Normal, un an ..... 100 F
- De soutien, un an ..... 150 F
- Etranger, un an ..... 140 F
- Jeune (moins de 25 ans), un an . 85 F

La Nouvelle Revue Socialiste,
12, cité Malesherbes, 75009 Paris
Tél. : 878-40-73 - C.C.P. : Paris 54.62.27

# BULLETIN DE COMMANDE

Nom .....
Adresse .....
.....
Localité ..... Département ....

Veuillez m'adresser ....exemplaires de *Socialisme et liberté*, de Jaurès, à 4 F l'exemplaire (3,50 F pour les commandes égales ou supérieures à 50 exemplaires. Franco de port.)

Ci-joint un chèque (bancaire ou postal 3 volets) n° ..... à l'ordre de Charles-Emile Loo, d'un montant de ..... Francs.

Seules sont honorées les commandes accompagnées de leur règlement. Retourner le présent bulletin et le titre de paiement au *Secrétariat national à la Formation du Parti socialiste,* 12, cité Malesherbes, 75009 Paris. Tél. 878-40-73.



Coll. Fondation Jean-Jaurès

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Coll. Fondation Jean-Jaurès

CHAQUE SEMAINE, LISEZ

# l'unité

l'hebdomadaire du Parti socialiste

paraît le vendredi, 4 F

ABONNEMENT

Un an : 130 F six mois : 75 F.

Les bulletins d'abonnement sont à adresser à l'Unité, 41, boulevard Magenta, 75010 Paris, avec le nom et l'adresse précis de l'abonné, ainsi qu'avec le règlement financier (chèque bancaire, chèque ou virement postal au C.C.P. l'Unité 30349-80 La Source).

Coll. Fondation Jean-Jaurès